



FONDS FRANÇAIS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL



PARTENARIAT
FRANCE-UICN
NATURE ET
DÉVELOPPEMENT





Enjeux de conservation et société civile africaine : Paroles d'acteurs

Conservation issues and African civil society : Local players' view

Entretiens avec les partenaires des projets PPI et TCAO - PPI and TCAO projects partners' interviews

Thomas Bacha, Clémentine Laratte, Arsène Sanon.



"Je suis aujourd'hui convaincu que la survie de l'espèce humaine ne pourra se passer de l'intégration de deux notions fondamentales : le respect de la terre, comme planète à laquelle nous devons vie et dont nous ne pouvons nous dissocier [...] et l'avènement d'un humanisme planétaire [...]."

Pierre Rabhi





"L'Afrique m'a bercé et émerveillé durant des décennies. Je continue aujourd'hui à ressentir une profonde affection pour ce continent de contrastes, berceau de notre humanité et gardien d'un patrimoine naturel d'une incroyable richesse.

En Afrique, plus qu'ailleurs, la biodiversité subit de plein fouet les conséquences d'une avidité humaine sans limite, semant peine et désolation, et hypothéquant chaque jour un peu plus l'avenir du continent. Car c'est bien le futur qui est en train de se déterminer.

Les changements climatiques vont venir bouleverser les écosystèmes et malmener les sociétés humaines. La raréfaction des ressources naturelles frappera, en premier lieu, les populations les plus vulnérables. Cela va donc ajouter de l'inégalité à l'inégalité, de la misère à la misère et de l'injustice à l'injustice. Face à la destruction de la forêt, la désertification ou encore l'érosion de la biodiversité, nous pouvons choisir de sacrifier l'avenir au présent ou, au contraire, dresser les contours d'un futur souhaitable et possible.

Partout, des hommes et des femmes se consacrent au quotidien à construire un idéal, celui de préserver ce formidable patrimoine mondial tout en améliorant le bien-être des populations. Car la Nature est notre épargne pour l'avenir et le bien-être de l'Homme est intimement lié à la biodiversité.

La société civile invente et construit ce nouveau monde. Elle est audacieuse et envoie un message d'espoir qui contraste avec l'immobilisme, voire le cynisme, auxquels cèdent souvent les décideurs politiques.

Ce recueil nous montre le courage et la détermination d'hommes et de femmes qui ont choisi de ne pas se résigner. Par leur diversité et leur pragmatisme, ils sont des acteurs incontournables de ce changement et une source d'inspiration qui nous renvoie au rôle que nous devons tous jouer si nous voulons être à la hauteur des défis auxquels notre humanité est maintenant confrontée."

Nicolas Hulot



Bachirou MOHAMADOU - ACODED

Lawali MALAM KARAMI - ATPF

Alexis KABORE - AFAUDEB

Yantibossi KIANSI - U-AVIGREF

Zossoun MILLOGO - AGEREF-HB

Dr Gabriel SEGNIAGBETO - AGBO ZEGUE

Martin YELIBORA - NCRC

Jacqueline KUMADOH - A-ROCHA

José M.P. GOMEZ - SOS Dassioko

Wirsiy Emmanuel BINYUY - CAMGEW

Louis NKEMBI - ERUDEF

Martin ETONE - CAD

Aristide Kamla - AMMCO

Manfred Aime EPANDA - TF RD

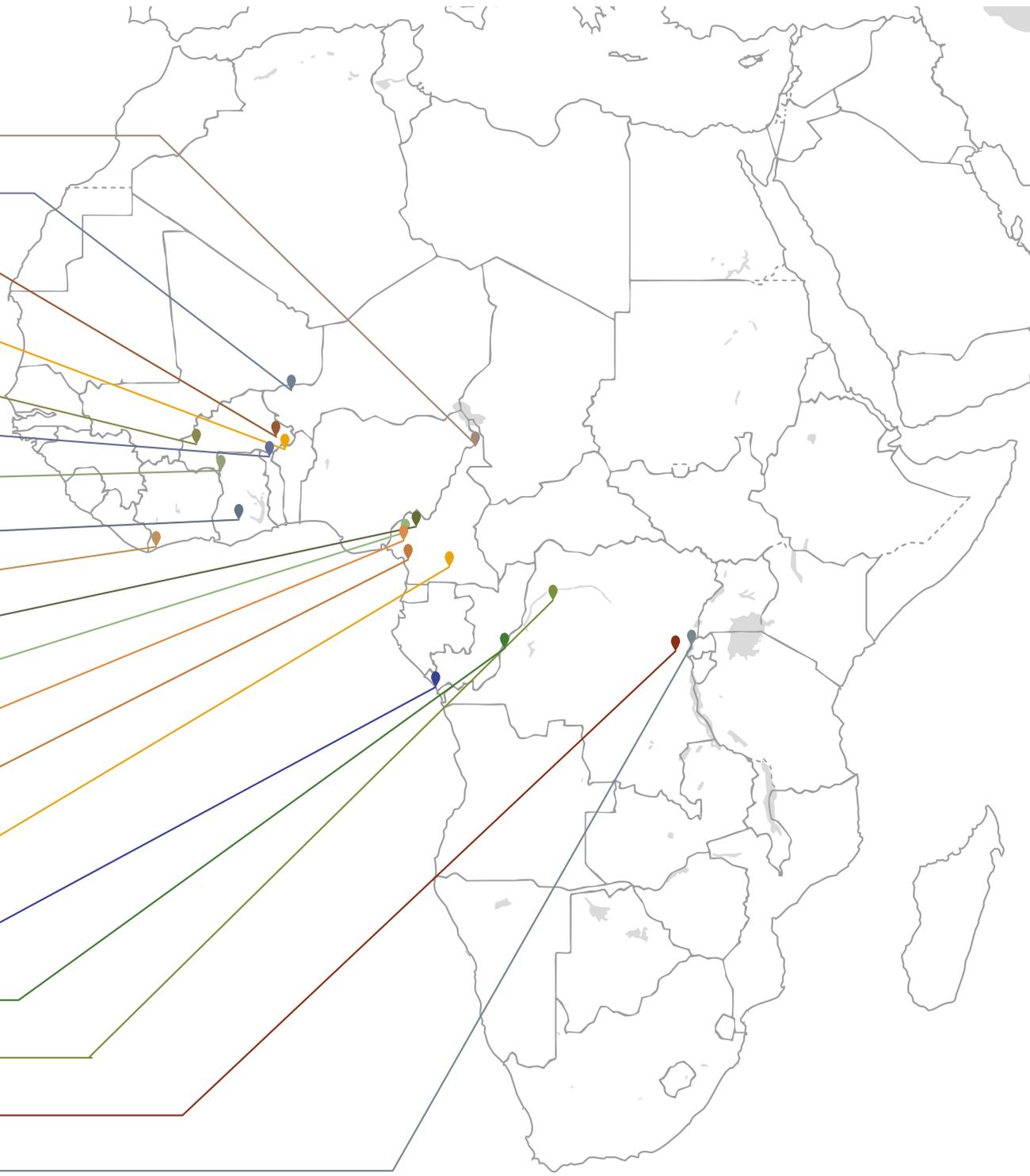
Nathalie BREHERET - RENATURA

Jean-Christophe BOKIKA - MMT

John BOLOLA - GACEBB

Esther BAMUNOBA - IFEPAD

Alphonse MUHINDO VALIVAMBENE- RESEAU CREF



Yantibossi KIANSI	Bénin	U-AVIGREF
Alexis KABORE	Burkina Faso	AFAUDEB
Zossoun MILLOGO	Burkina Faso	AGEREF-HB
Bachirou MOHAMADOU	Cameroun	ACODED
Aristide Kamla	Cameroun	AMMCO
Martin ETONE	Cameroon	CAD
Wirsiy Emmanuel BINYUY	Cameroon	CAMGEW
Louis NKEMBI	Cameroon	ERUDEF
Manfred Aime EPANDA	Cameroun	TF RD
Nathalie BREHERET	Congo Brazzaville	RENATURA
José M.P. GOMEZ	Côte d'Ivoire	SOS Dassioko
Jacqueline KUMADOH	Ghana	A-ROCHA
Martin YELIBORA	Ghana	NCRC
Lawali MALAM KARAMI	Niger	ATPF
John BOLOLA	R.D.Congo	GACEBB
Esther BAMUNOBA	R.D.Congo	IFEPAD
Jean-Christophe BOKIKA	R.D.Congo	MMT
Alphonse MUHINDO VALIVAMBENE	R.D.Congo	RESEAU CREF
Dr Gabriel SEGNIAGBETO	Togo	AGBO ZEGUE



Yantibossi, vous êtes le Secrétaire exécutif de l'Union des Associations Villageoises de Gestion des Réserves de Faune (U-AVIGREF) de la Pendjari. Dans quel contexte l'U-AVIGREF a-t-elle été créée et quelles sont aujourd'hui ses missions ?

L'Union des Associations Villageoises de Gestion des Réserves de Faune (U-AVIGREF) a été créée dans un contexte montrant clairement l'échec de la gestion unilatérale des réserves de faune par l'Etat et les institutions étatiques.

En effet, jusqu'aux années 1990, les populations riveraines étaient exclues de la gestion de la Réserve de Biosphère de la Pendjari (RBP). Afin de répondre à l'ambivalence née de cette situation et de contrer les menaces croissantes pesant sur la biodiversité de la réserve, l'Etat Béninois, s'appuyant sur la convention sur la Diversité Biologique adoptée à Rio en 1992, a initié une approche de gestion participative des ressources naturelles. Les populations ont été accompagnées et se sont organisées pour partager le pouvoir, les responsabilités et les bénéfices de la gestion des aires protégées avec l'Etat. Ainsi, ont été mises en place, par décret en 1996 les AVIGREF et le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) ayant pour mission "la gestion rationnelle des réserves de faune (...) en liaison avec les populations riveraines et la société civile" (art 3).

Ce cadre institutionnel a été opérationnel à la Pendjari à partir de 2000 avec plusieurs appuis. Les capacités de 23 AVIGREF et du Bureau de l'Union furent ainsi renforcées et ce processus de professionnalisation a abouti à la création du Secrétariat Exécutif de l'U-AVIGREF. Le renforcement de capacités se poursuit par un système d'encadrement mis en place pour le suivi au quotidien du fonctionnement des AVIGREF, l'obligation de planification et surtout de présentation annuelle des bilans en assemblée générale.

Aujourd'hui, l'U-AVIGREF s'est donnée comme vision d'être "un partenaire privilégié des collectivités territoriales, du CENAGREF et autres dans le cadre du renforcement de la cogestion et du développement économique durable dans la Réserve de Biosphère de la Pendjari (RBP) à l'horizon de 2025". Elle contribue à l'amélioration des relations de fonctionnalité de l'interface entre l'aire protégée et la périphérie en conciliant les besoins des populations riveraines et les exigences de conservation de la biodiversité.

Quels sont les principales menaces à la périphérie du Parc National de la Pendjari et comment accompagnez-vous vos membres pour y répondre ?

Les principales menaces constatées à la périphérie du Parc National de la Pendjari ont trait à la gestion foncière, au problème de braconnage, à la transhumance surtout transfrontalière, et à l'inadéquation du système de production en rapport avec le statut d'aire classée de l'écosystème.

En effet, aujourd'hui, le braconnage n'est plus alimentaire. Il est devenu commercial et est aminé par de puissants réseaux locaux, nationaux et internationaux. Les réseaux de trafic d'ivoire sont aujourd'hui la menace la plus sérieuse sur la survie des éléphants par exemple.

En rapport avec son statut de domaine classé, les pesticides et autres produits de synthèses, nuisibles à la biodiversité ne devraient pas être utilisés. Malheureusement, la pratique agricole en cours à la périphérie de la réserve est basée sur l'utilisation des engrais, pesticides et insecticides. Ce qui peut influencer sur la santé humaine et la biodiversité.

Au début de la mise en place de la Zone d'Occupation Contrôlée (ZOC), la revendication des terres cultivables était communautaire. Mais au fil des ans, certaines personnes émergent en tant que propriétaires fonciers empêchant les autres d'accéder à la terre.

Ces menaces trouvent en partie leur fondement dans le contexte – et le prétexte – de pauvreté des populations riveraines, parmi les plus démunies du pays (70 000 FCFA contre à 116.000 FCFA en moyenne au Bénin). Toutefois tous les actes illicites ne peuvent s'expliquer par la pauvreté. Le statut de la réserve n'est pas connu par tous les acteurs. C'est pourquoi, l'U-AVIGREF accompagne ses membres à comprendre les textes régissant la gestion du Parc.



Contacts:

Téléphone(s) : +229 23 83 01 54

Courriel : avigref.pendjari@yahoo.fr

Site internet : avigref-pendjari.jimdo.com

Bénin
Parc National
de la Pendjari



Quel bilan faites-vous de la cogestion des ressources naturelles à la périphérie du Parc de la Pendjari ?

Le bilan de la cogestion est globalement satisfaisant : aujourd'hui, le partage de pouvoir est réel car l'U-AVIGREF participe à toutes les instances de décision du CENAGREF. Le partage des bénéfices est aussi réel (5% de taxe de développement local sur les recettes brutes reversés aux collectivités locales, 30 % reversés aux AVIGREF et 70% gardés par le CENAGREF) et l'U-AVIGREF a pris de réelles responsabilités aussi bien pour la surveillance, le suivi écologique que pour les actions d'aménagement. Cette expérience est officiellement reconnue au plan national et inspire d'autres acteurs dans la sous-région, notamment au Togo.

Votre action en faveur de la promotion du coton bio dans la ZOC a été récompensée en 2014 par le Prix Equateur pour la Gestion Durable des Terres en Afrique Sub-saharienne. Quel est selon vous l'intérêt de l'agriculture biologique ? Quels en sont les impacts et vos perspectives sur la question pour le futur ?

L'intérêt de l'agriculture biologique à la périphérie de la réserve est de réduire les risques écologiques et sanitaires liés à l'utilisation des pesticides de synthèse tout en améliorant les conditions de vie des petits producteurs et des femmes, de même en tenant compte des adaptations aux changements climatiques.

Les impacts économiques se ressentent essentiellement par l'augmentation des revenus des bénéficiaires, en particulier des femmes (évolution de 5 millions en 2008-2009 à près de 164 millions en 2013-2014). Si le rendement du coton biologique est faible, il constitue tout de même un marché de niche avec un prix plus rémunérateur.

Ces actions ont également un impact important en matière de conservation. Ainsi, sur 34.000 ha de superficie totale de la ZOC, 7.762 ha (23 %) sont exploités par 2.210 agriculteurs. 217,25 ha sont exploités pour le coton dont 81,15 ha (37,35 %) convertis en coton biologique. L'effort de conversion de la ZOC du système conventionnel en système biologique répond non seulement aux prescriptions légales par rapport aux textes qui régissent la réserve, mais aussi un apport important répondant à la réduction de l'utilisation des pesticides dont le corollaire est la réduction des polluants pouvant être une menace sur la biodiversité.

Les perspectives se rapportent à l'intégration de la stratégie de production du coton biologique d'une part dans la production globale du coton, mais aussi d'autre part dans une politique environnementale harmonisée au plan sectoriel.



Yantibossi KIANSI - U-AVIGREF
Secrétaire exécutif



Alexis, parlez-nous brièvement de l'AFAUDEB. Quel constat, notamment en matière de menaces sur les ressources naturelles, vous a poussé à créer l'association ? Quelles sont les principales activités actuellement menées par celle-ci ?

L'Association Faune et Développement au Burkina (AFAUDEB) est une évolution de l'action d'une ONG Suisse – Association pour le Développement des Aires Protégées, ADAP – entamée en 2004 pour la promotion des aires protégées communautaires de l'Est du Burkina Faso. L'AFAUDEB a été créée par des cadres et techniciens burkinabè qui formaient l'équipe du projet financé par l'ADAP et est aujourd'hui constituée d'une centaine de membres, majoritairement originaires des périphéries des aires protégées du complexe des Parcs W, Arly et Pendjari (WAP).

L'association est née du constat que la conservation des aires protégées et des ressources naturelles a pendant longtemps été menée sans l'implication des populations riveraines et que les rapports entre gestionnaires des aires protégées (services forestiers, concessionnaires) et communautés riveraines étaient davantage marqués par les conflits et les pratiques illégales que par la collaboration et le respect des textes. Braconnage, pacage illégal, feux de brousse et défriches jusque dans les aires de conservation s'étaient accentués au rythme de la croissance démographique, de l'expansion des cultures de rente (coton essentiellement) et de l'accroissement du bétail. Cette situation découlait surtout du fait que les populations ne reconnaissaient pas les lois établies par l'Etat central et que les approches de conservation jusqu'alors développées ne prenaient pas suffisamment en compte leur vision, qui considère la conservation des ressources naturelles et le développement local comme deux préoccupations indissociables.

Face à ce constat, l'objectif de l'AFAUDEB est de contribuer à inscrire la conservation dans la perspective d'une meilleure gouvernance, d'une "gestion conjointe" et d'une prise de décisions promouvant le partage des retombées économiques.

L'essentiel de l'appui d'AFAUDEB porte sur trois domaines : la conservation des ressources naturelles (mise en place de ZOVIC et développement d'activités de reboisement); le développement des compétences (formations, voyages d'échanges, dotation en équipements et infrastructures collectifs) et la diversification et l'accroissement des revenus (transformation et valorisation de PFNL, crédit, maraîchage).

Comment fonctionne concrètement une zone villageoise d'intérêt cynégétique (ZOVIC) ? Quels sont les acteurs impliqués et les principales actions menées ?

Une ZOVIC est une portion de terroir qu'un ou des villages décident de consacrer à la conservation de la faune et de son habitat. Dans la région de l'Est du Burkina, le concept date du début des années 1990 et leur mise en place comprend plusieurs étapes allant de l'identification du site par les autorités du ou des villages concernés à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement et de surveillance en passant par la définition consensuelle des modalités de gestion et la promulgation d'un arrêté municipal reconnaissant formellement ces modalités.

Trois types d'activités sont menés dans les ZOVIC : les aménagements, la surveillance et le suivi écologique participatifs et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles.

Les aménagements consistent en la réalisation de retenues d'eau et de salines pour la faune, de pistes périmétrales et internes, de bornes de délimitation, de panneaux d'information et de sensibilisation sur les activités prohibées ou autorisées.

La surveillance et le suivi écologique participatifs constituent des activités combinées effectuées par les comités villageois de surveillance, avec l'appui du service forestier. Tous les villages concernés par la ZOVIC sont représentés dans le comité de surveillance, lui-même dépendant du Groupement Villageois de Gestion de la Faune (GVGF). L'acquisition en 2015 de quittanciers par les GVGF permet au groupement de collecter directement les amendes.

L'exploitation de la ZOVIC est réalisée par les populations, sous le contrôle du GVGF, pour les usages domestiques à travers la collecte des produits forestiers non ligneux (PFNL) et du bois de chauffe, la fauche de la paille, etc. Certaines ZOVIC abritent aussi des sites sacrés où des activités rituelles sont autorisées. L'exploitation commerciale des ZOVIC est faite par les guides et concessionnaires de chasse qui y conduisent les clients de petite chasse et qui versent



Contacts:

Téléphone : + 229 23 83 01 54

Courriel : faudeb@adap.ch

Site internet : www.afaudeb.org

Burkina Faso
Parcs Arly et W





une partie des revenus générés aux populations pour le développement de projets communautaires et le fonctionnement du GVGF.

La périphérie du complexe WAP du côté Burkina compte à l'heure actuelle une soixantaine de ZOVIC représentant environ 40.000 ha, certaines d'entre elles abritant des espèces de grande faune, telles que l'éléphant.

L'appui a permis aux groupements de se fédérer en unions communale, provinciale et régionale. En s'autonomisant, ces organisations faitières seront capables de porter les dynamiques de gestion à base communautaire que nous avons réussi à implanter (Zovic, PFNL...).

**L'AFAUDEB affiche des résultats intéressants en termes de valorisation des PFNL :
Quelle est votre approche et les partenariats développés pour l'atteinte de tels résultats ?**

L'appui à la valorisation des PFNL est une des activités principales de l'AFAUDEB et une centaine de groupements de valorisation des PFNL, essentiellement féminins, sont soutenus et commercialisent actuellement du miel, beurre de karité, huile et savons de balanites, de baobab et de neem, farine du baobab, gousses de tamarin, jus et sirops de balanites et de tamarin, etc.. L'AFAUDEB a inscrit son appui dans une approche filière prenant en compte toutes les étapes de la valorisation des produits, les formations et la fourniture d'équipements constituant l'aspect principal de l'appui.

Par ailleurs, les capacités des groupements sont renforcées sur les questions d'organisation et d'écoulement et des conseils en méthodes durables de collecte et de transformation des ressources naturelles sont fournis. Des études de terrain sont régulièrement menées en vue d'assurer la durabilité de l'exploitation des ressources forestières, la qualité des produits mis sur le marché et la prise en compte des politiques nationales en la matière.

Les bénéfices sont redistribués et une partie investie dans l'acquisition d'équipements ou la construction de bâtiments collectifs. Un système de mini crédit mis en place par l'AFAUDEB permet d'assurer en continu la disponibilité des matières premières nécessaire à la production.

L'AFAUDEB apporte un appui à l'écoulement des productions. Les marchés villageois, les centres urbains et le marché national sont ainsi alimentés en produits issus de l'activité des groupements à travers notamment l'ouverture de points de vente (kiosques) dans différentes régions du pays et l'établissement de partenariats de vente avec un réseau de supermarchés.

Par contre, l'exportation commerciale pouvant conduire à une surexploitation afin de répondre à la demande, l'AFAUDEB sensibilise les groupements à une exploitation rationnelle des ressources.

Alexis KABORE - AFAUDEB
Secrétaire exécutif





Zossoun, vous êtes chargé de projet à l'Association Inter-Villageoise de Gestion des Ressources Naturelles et de la Faune des Hauts -Bassins (AGEREF-HB). Pouvez-vous nous dire quelques mots sur votre organisation et les objectifs qu'elle poursuit ?

L'AGEREF-HB est une association à but non lucratif officiellement reconnue le 30 juin 2004. Elle regroupe les communautés des 10 villages riverains de la Réserve de Biosphère de la Mare aux Hippopotames (RBMH), située à Bala, à une soixantaine de kilomètres au Nord-est de Bobo Dioulasso sur l'axe menant à Dédougou.

L'AGEREF-HB vise, entre autres à contribuer à la gestion durable de la Réserve de Biosphère en partenariat avec l'Office National des Aires Protégées (OFINAP), notamment en assurant les opérations de surveillance villageoise de la forêt et en encourageant la conservation des ressources naturelles de la forêt classée à travers un travail d'éveil des consciences des communautés riveraines et la promotion de projets de développement local compatibles avec les efforts de conservation.

L'association est organisée autour d'une assemblée générale de 50 membres, 5 par village riverain, qui constitue l'organe suprême décisionnel et les décisions de l'AG sont exécutées par un bureau exécutif de 14 membres.

Votre association intervient au niveau d'une aire protégée dont la gestion relève normalement de l'Etat. Pouvez-vous nous expliquer le processus ayant abouti à cette démarche vous impliquant dans la gestion du site ?

L'implication de l'AGEREF-HB dans la gestion de la Réserve de Biosphère est consécutive à la mise en œuvre du projet de Partenariat pour l'Amélioration de la Gestion des Ecosystèmes Naturels (PAGEN), exécuté de 2003 à 2007 et qui avait pour objectif d'améliorer la conservation des ressources naturelles à travers notamment une meilleure implication des communautés locales dans le processus de gouvernance et de gestion de ces ressources.

L'appui du PAGEN a abouti à l'élaboration d'un plan d'aménagement qui encourage ainsi les communautés locales organisées au sein de l'AGEREF-HB à jouer un rôle primordial dans la dynamique d'opérationnalisation de la politique nationale en matière de gestion de cette aire protégée (AP). Initialement prévu pour durer 10 ans afin d'aboutir à l'autonomisation suffisante de l'AGEREF-HB et la concession de la gestion de cette aire protégée à l'association, le projet n'a finalement été mis en œuvre que pendant 5 ans, ce qui n'a pas permis à cette concession d'être effective.

Nous sommes néanmoins parvenus à un stade où une AP relevant du domaine de l'Etat est cogérée par ce dernier et une association villageoise.



Contacts:

Téléphone : +226 76 05 09 46

Courriel : agerefhb@gmail.com

Burkina Faso
Région des Hauts Bassins



Quelles sont les potentialités de la RBMH en termes de richesse faunique et floristique ? Par ailleurs, quelles sont les principales menaces pesant sur cette réserve et quelles actions concrètes développez-vous sur le terrain afin de contribuer à la préservation de ces ressources ?

La RBMH, a été classée réserve de biosphère par l'UNESCO en 1987 puis inscrite comme site Ramsar en 1990. Cet écosystème comprend 660 ha de mares et 864 ha de plaines d'inondation. Le reste de la réserve comprend 1.756 ha de forêt galerie et 11.000 ha de savane boisée.

La variété des formations floristiques et des espèces fauniques fait de cet écosystème une particularité sur le plan environnemental et lui donne un fort potentiel éco-touristique. La mare constitue une importante zone de migration d'oiseaux avec plus de 160 espèces observées. Cet habitat abrite par ailleurs un potentiel faunique important, avec notamment plus d'une vingtaine d'espèces de mammifères répertoriées. Cette faune est célèbre pour ses hippopotames qui vivent en permanence dans la mare et ont donné à la réserve son nom. D'autres mammifères non moins importants de par leur statut sur la liste rouge de l'UICN sont également présents dans la réserve comme l'éléphant, le guib harnaché, l'hippopotame, le waterbuck, etc. La mare et ses affluents abritent par ailleurs plus d'une quarantaine d'espèces de poissons, faisant ainsi de la pêche une des activités économiques les plus importantes.

Cependant, les ressources de l'AP attirent la convoitise dans un contexte où peu d'alternatives se présentent aux communautés riveraines de celle-ci. Le braconnage, la pêche incontrôlée, la coupe abusive du bois, les feux de brousse, le défrichage pour des cultures de rente comme le coton constituent autant de menaces amenuisant les efforts actuellement menés en vue de conserver cet écosystème clé.

Avec le soutien de ses partenaires, l'AGEREF-HB développe des initiatives devant permettre de consolider les actions de conservation de la Réserve et de promouvoir le développement éco-touristique de la zone. Ces actions portent essentiellement sur l'intensification de l'éducation et de la sensibilisation à la protection de l'environnement, le renforcement de la surveillance de la Réserve à travers l'organisation régulière de patrouilles villageoises, l'appui à la valorisation des produits issus des terroirs villageois afin d'aboutir à une utilisation plus judicieuse des ressources en périphérie de l'AP et la promotion de l'écotourisme.

Selon vous, quels sont les principaux défis que doit relever la société civile pour parvenir à un plus grand impact en matière de conservation des ressources naturelles sur le terrain? Qu'attendez-vous des initiatives d'accompagnement développées par vos partenaires techniques et financiers ? Quels types d'appuis vous semblent particulièrement importants et prioritaires ?

Une des principales menaces pesant sur la Réserve est le braconnage et le défi majeur pour y faire face est la qualité de la collaboration et la mutualisation des efforts entre l'OFINAP et l'AGEREF-HB. En effet, l'AGEREF n'a pas toutes les prérogatives d'intervention sur le terrain et ne peut donc par exemple pas arrêter de braconniers, cette prérogative relevant de l'Etat. Une collaboration effective est donc nécessaire avec les services forestiers.

Il est par ailleurs nécessaire de poursuivre la formation aux techniques de lutte anti-braconnage et l'équipement des surveillants villageois afin de les rendre plus efficaces sur le terrain. D'autre part, il nous semble important de pouvoir bénéficier d'actions de partages d'expériences avec d'autres acteurs concernés par la question de gestion communautaire des ressources naturelles dans une perspective d'optimisation de la valorisation de la RBMH à travers notamment l'écotourisme.

Zossoun MILLOGO - AGEREF-HB
Chargé de projet



Bachirou, vous êtes le Président de l'ACODED, qui intervient actuellement sur le Parc National de Waza (PNW) à l'Extrême Nord Cameroun. Pouvez-vous nous dire un mot sur cette AP, ses caractéristiques, son importance aussi bien au niveau écologique que pour les communautés riveraines mais également les pressions pesant sur cette dernière ?

Je vous remercie d'abord de me donner l'opportunité de parler du PNW, cette Aire Protégée (AP) sur laquelle j'ai mené un certain nombre des travaux de recherche et où je travaille avec mon association ACODED sur les conflits entre hommes et éléphants.

Le PNW, abrite une importante population faunique, dont des éléphants, et connaît deux problèmes majeurs à savoir le braconnage et la destruction de ses ressources hydriques et naturelles. Sa position limitrophe au Nigeria et au Tchad et les frontières poreuses l'expose à toute sorte de pressions de ce type. Cette situation est à l'origine de migration de certains animaux tels que lions, éléphants ou antilopes en dehors du parc, ce qui les rend particulièrement vulnérables au braconnage et aux conflits avec les populations. Il s'agit d'un cercle vicieux délicat à briser.

L'interaction entre les populations riveraines et le PNW est depuis longtemps conflictuelle, et cause dans le même temps l'appauvrissement des populations riveraines, celles-ci étant directement dépendantes de ces dernières pour leur survie.

Pour inverser la tendance, il a été testé en 1997 un modèle de cogestion qui, pour être honnête, n'a pas réellement fonctionné sur le terrain. Les populations n'y étaient pas préparées, n'avaient pas la même vision du processus et le mécanisme de mise en œuvre n'était pas adapté au contexte local. Le parc continue de subir de fortes pressions, aussi bien par des populations riveraines exploitant frauduleusement et de manière non durable ses ressources que des braconniers étrangers.

Le PNW abrite donc une importante population d'éléphants. Quelle est la situation actuellement observée dans l'AP mais également en périphérie de celle-ci, concernant cette espèce emblématique dont la survie est fortement menacée à l'heure actuelle ?

Le PNW compte actuellement une population d'éléphants de près de 900 individus se répartissant en deux grands groupes ayant des migrations saisonnières différentes. Un groupe d'environ 400 individus se déplace du PNW vers le nord, au Parc National de Kalamaloué entre novembre et février. Un second groupe d'environ 480 individus migre du PNW vers la Réserve forestière de Kalfou, située plus au sud dans la région.

Mais l'écologie de l'espèce est en train de changer et depuis 2008, le groupe d'éléphants migrant au sud, vers la Réserve de Kalfou n'est revenu au PNW qu'à la suite d'une opération de battue administrative organisée par l'Administration forestière en début d'année 2014.

Au regard de l'ampleur du phénomène de braconnage en Afrique Centrale depuis quelques années, les éléphants du PNW sont plus que jamais vulnérables. Cependant, eu égard aux dispositions prises par le Gouvernement camerounais avec l'aide de la communauté internationale, notamment du FFEM à travers notre projet, le phénomène de grand braconnage lié au trafic d'ivoire n'est pas encore ressenti dans la zone du PNW. La mise en place de notre réseau d'informateurs locaux semble donc porter ses fruits.

Une autre menace existe néanmoins, car il ressort des enquêtes que nous avons menées que la cohabitation entre hommes et éléphants n'est pas facile. Des conflits dus aux dégâts constatés sur les cultures, les vergers, les canaux de pêches, les mares d'abreuvement de bétail ont ainsi entraîné mort d'homme et menacent dans le même temps directement la survie de l'espèce.

Parmi les raisons pouvant expliquer la hausse de l'intensité de conflits, particulièrement observée dans la zone de Kalfou, on peut évoquer la disponibilité en eau, la présence de zones d'ombrage et de pâturage intéressantes pour les éléphants, dans un contexte de densité démographique importante.



Contacts:
Téléphone : +237 656 810 811
Courriel : acoded2007@yahoo.fr

Cameroun
Extrême Nord
Parc National de Waza



Face à ce constat, quelles sont la vision et les actions actuellement menées par ACODED afin de pallier aux problèmes évoqués ci-dessus ?

L'idée est de garantir une cohabitation harmonieuse des deux espèces et que les pachydermes contribuent progressivement à l'amélioration des conditions de vie des populations vivant autour des aires de fréquentation de ces derniers

Les actions menées actuellement se déclinent en trois composantes, à savoir l'éducation environnementale des enfants et des communautés victimes des conflits, le suivi écologique des éléphants et l'appui à la protection du parc. Il s'agit, plus globalement d'accompagner enfants et adultes sur la durée pour parvenir à un changement de perception et de comportements vis-à-vis de la nature, tout en contribuant dans le même temps à la lutte anti-braconnage et à l'atténuation des conflits entre hommes et éléphants.

Quelles sont les perspectives d'ACODED dans les mois à venir ?

Notre projet actuel est prévu pour une durée de 3ans et prend théoriquement fin en décembre 2015. Les financements du PPI-FFEM, de l'USFWS et du Zoo de Beauval ont couvert la première phase du projet et ont permis d'identifier les zones de fort conflit et les premières pistes de solutions aux conflits entre hommes et éléphants. Les financements actuels du PPI-FFEM et du Projet Savane CEEAC-UICN permettent de tester une des solutions d'atténuation des conflits, à savoir l'utilisation de briques de piment-bouse. La phase en cours permet également de sensibiliser et former les populations sur la fabrication et l'utilisation de ces briques et sur d'autres mesures à adopter pour diminuer les conflits.

Afin de consolider les acquis du projet, ACODED envisage d'accentuer l'éducation environnementale à travers les classes nature, de promouvoir le tourisme local via le projet "EleWatch" (Elephant Watching). Si le test des briques de piment-bouse actuellement conduit est concluant, ACODED entend également étendre cette technique dans tous les villages touchés par les conflits. Les activités de LAB et de suivi écologique devraient également être intensifiées, avec la création de postes de surveillance autour des Aires Protégées et des opérations de baguage des éléphants.



Bachirou MOHAMADOU - ACODED
Coordinateur



Aristide, vous êtes un jeune chercheur travaillant sur le littoral camerounais sur la conservation des mammifères marins. Vous intervenez également sur le lac Ossa, Aire Protégée où AMMCO mène un projet de conservation des lamantins. Quelles sont selon vous les principales menaces pesant sur cette espèce à l'heure actuelle ?

Les lamantins d'Afrique sont menacés dans la plupart des pays de leur aire de distribution. Les menaces directes sont principalement la chasse et les captures accidentelles. Ils sont indirectement affectés par la fragmentation de l'habitat et la pollution. Dans le lac Ossa, les mauvaises pratiques comme l'obstruction des couloirs de déplacement avec des filets favorisent les risques de prises accidentelles, particulièrement des veaux, plus vulnérables. En outre, les lamantins du lac Ossa sont aussi indirectement affectés par la pollution agro-industrielle causée dans le bassin versant du lac et qui dégrade progressivement la qualité de leur habitat.

Selon vous, quelles principales contraintes empêchent à l'heure actuelle de développer des actions efficaces de conservation des mammifères marins sur le littoral camerounais ?

La conservation des mammifères marins au Cameroun est entravée par le déficit de données disponibles sur la distribution et la taille des populations, les dynamiques de migration et les interactions avec les populations humaines. Ceci est dû au faible nombre de chercheurs spécialisés mais aussi à l'absence de moyens logistiques et financiers permettant de travailler sur la question. En l'absence de ce type de données, il est difficile de prendre des décisions de conservation efficaces permettant la gestion effective et durable de ces espèces.

Dans un pays tel que le Cameroun, aux besoins socio-économiques nombreux, la priorité est actuellement donnée aux actions de développement et le budget national alloué à la conservation de la faune est encore relativement faible. Au sein même de cette enveloppe, la priorité est donnée aux AP et à la conservation de la faune terrestre. Les mammifères marins font encore l'objet de trop peu d'attention, le soutien est faible, ce qui rend difficile de mener des actions de conservation appropriées sur ce sujet.

Dites nous un mot sur vos activités...

Comme dit précédemment, les données sur la distribution des mammifères marins au Cameroun sont encore très limitées pourtant, les mammifères marins font face à de sérieuses menaces.

Sans un suivi systématique et efficace, des populations pourraient progressivement disparaître et nous cherchons actuellement à contrer ces menaces.

Notre but principal est d'accroître les connaissances scientifiques sur les mammifères marins au Cameroun afin d'améliorer leur conservation.

Dans nos premières tentatives en vue de pallier au déficit de données écologiques, nous avons établi en 2012 un réseau de suivi de pêcheurs appelé SIREN, constitué d'environ 30 pêcheurs locaux travaillant le long de la côte camerounaise. La collaboration a été fructueuse et grâce aux collectes de nos partenaires locaux, nous avons pu recueillir un certain nombre d'observations de mammifères marins et de carcasses par fiches ou appels téléphoniques. Cela ne permettait néanmoins pas l'enregistrement des coordonnées GPS, de la date et d'éventuelles photos permettant d'identifier l'animal. De plus, le remplissage des fiches était coûteux en temps pour les pêcheurs.



Contacts:

Telephone : +237 679 360 673

courriel : akamla.ammco@gmail.org

Site internet : www.ammco.org

Cameroon
Littoral et Réserve
de Faune du Lac Ossa



D'où l'idée de créer l'application Smartphone SIREN. Celle-ci permet aux pêcheurs et autres utilisateurs de facilement collecter des données d'observations, est disponible gratuitement en version française et anglaise et des Smartphones contenant l'application ont été remis à 15 des pêcheurs du réseau. L'application permet entre autres aux utilisateurs de collecter les données d'observations d'animaux aquatiques telles que la date, la position GPS, des photos, le nom de l'espèce, l'habitat, le comportement et l'état de l'animal. Les données collectées sont stockées dans la mémoire du téléphone qui, dès que connecté à internet, les télécharge automatiquement dans un serveur et les affiche sur notre carte interactive en ligne. Un système de vérification de la qualité des données a également été mis en place au sein de notre équipe. Ce processus de collecte participative permet d'impliquer les pêcheurs, d'en faire des acteurs directs de la conservation.

Dans les mois à venir, nous souhaitons commencer des recherches sur les pêcheries côtières du Cameroun, afin d'évaluer les efforts de pêche et l'impact de cette activité sur la mégafaune aquatique, toujours dans le même objectif final.

Par ailleurs, nous avons récemment mené des activités d'éducation environnementale permettant à près de 450 élèves vivant autour du Lac Ossa de mieux connaître le lamantin ainsi que cette réserve. Avant l'activité, seuls 36% savaient que le lamantin était menacé. Après notre action, ce pourcentage a plus que doublé, permettant un changement de perception de la jeunesse. Nous comptons à nouveau sensibiliser environ 800 élèves au cours de l'année scolaire à venir.

En tant que chercheur, quelles recommandations feriez-vous aux décideurs et pouvoirs publics afin de parvenir à mieux protéger les espèces marines menacées vivant au Cameroun ?

Mes recommandations seraient d'appuyer la mise en place d'une institution de biologie marine incluant un département de recherche sur les mammifères marins, de soutenir la création de plusieurs Aires Marines Protégées (AMP) ainsi que leur gestion effective, de prendre des mesures permettant de contrôler la pêche industrielle et semi-industrielle afin de limiter les prises intentionnelles ou accidentelles de dauphins et autres espèces marines menacées. Plus globalement, ma recommandation serait de faire de la conservation des mammifères marins une vraie priorité nationale, notamment à travers l'allocation de ressources financières, logistiques et administratives sur le sujet.

Pour conclure, outre un soutien financier, qu'attendez-vous de vos collaborations avec vos partenaires techniques et financiers ?

AMMCO attend de ses partenaires qu'ils l'aident à porter auprès du gouvernement et du grand public un message sur le risque associé au faible statut de protection des mammifères marins. AMMCO a également besoin de renforcer les capacités techniques de son staff en matière de recherche scientifique, de science citoyenne et de stratégies de plaidoyer.

A cet effet, une mise en réseau avec d'autres institutions ayant une expertise avérée dans notre domaine pourrait permettre de rapidement développer et consolider nos capacités.

En outre, un appui logistique serait d'une grande utilité. Nos activités sont trop régulièrement freinées par le manque de matériel adapté à la recherche en milieu aquatique.

Pour finir, pourquoi ne pas envisager un soutien de la part du secteur privé, notamment dans le domaine de la téléphonie mobile, à travers un octroi de forfaits internet mobile aux pêcheurs partenaires de notre réseau...

Aristide KAMLA - AMMCO
Président



Martin, you work for a
Cameroonian NGO
based in Bangem. Could you tell
us a word about the story, vision
and objectives of this civil society
organization since its creation ?

I work for CAD as Coordinator since its creation in 2003 as a conservation and development organization working with local communities in the South West Region of Cameroon. Our goal is to strengthen local capacities through education and promotion of activities that support both local livelihoods and biodiversity conservation. We attempt to achieve this goal via our intervention in areas such as sustainable natural resources management, agriculture and community health education. As a botanist, I started working on environment issues as a student and I fell in love with nature. I later worked for a conservation NGO based in the South West of Cameroon for four years, with many communities, particularly in the Bakossi area and saw much misery and suffering among rural populations. In 2002, my urge to contribute to conservation and curbing human misery increased and this led to the creation of CAD.

A large part of CAD activities are focused on *Prunus africana* conservation in the Bakossi region. Why did you begin to work on this issue, what are the main threats observed for this tree, their reasons and how CAD did try to solve this problem ?

Besides *P. africana* conservation, CAD is equally involved in forest policy dissemination, campaigns against bush meat hunting, livelihood support activities and capacity building of community groups. That said, CAD started working on *P. africana* following a reconnaissance visit to the Muanenguba Mountain forest in 2010 to witness the state of exploitation of this species and what we saw was shocking. The harvesting methods are quite poor and unsustainable. Whole trees are debarked from the roots to the smallest branches or completely cut down prior to debarking. It leaves many trees dead and is coupled with forest clearance due to agricultural expansion and frequent bush fires by the resident Mbororo herdsmen in search of fresh pastures for cattle.

The main driver for the over exploitation of *P. africana* all over the planet is linked to its global medicinal value and the rising demand of Prunus bark extracts in foreign markets for eventual use to treat benign prostatic hyperplasia. The collection of mature bark resulted in the species becoming threatened with extinction. This explains why Prunus africana is placed under Appendix II of CITES as a species whose trade must be regulated and described in the IUCN Red List of Classification as vulnerable. Commercial exploitation of *P. africana* in the Muanenguba started in 1972 by PLANTECAM MEDICAM. At that time, local people employed as harvesters were trained to harvest Prunus bark without killing the tree. A harvester could harvest 70-80kg of Prunus bark a day and sold it at 150FCFA/kg. After the departure of the company, other economic operators came, set in much rivalry among harvesters and harvesting proportions were no longer respected. This led to continuous unsustainable practices such as cutting of trees and peeling entire stems. It is common to see dead trees standing in the forest canopy.

Looking to this, what does CAD try to implement to solve this problem in the Muanenguba Area ?

In 2012, CAD, developed a participatory pilot project titled "*Promoting Prunus africana Domestication within Existing Farming Systems and Woodlots*" with financial support from the Peoples Trust for Endangered Species and the French Embassy in Cameroon. This project aims at promoting *P. africana* conservation through direct regeneration, environmental education and promotion of sustainable harvesting practices.

CAD is raising community awareness on the socio-economic importance and plight of *P. africana* and the legal rights and obligations in the use of this resource. In addition, we identify those with interest in the species, both harvesters and potential farmers, building their organizational and technical capacities on domestication and proper harvesting techniques as well as facilitate joint periodic forest visits with the local forestry administration to monitor and control illegal activities.



Contacts:

Phone : +237 677 313 120
E-mail : info@cadcameroon.org
Website : www.cadcameroon.org

Cameroon
Muanenguba Mountains



What are your main achievements on this issue ?

I think we have interesting results. Over 1.500 people have been kept aware about socio-economic and ecological importance of *P. africana* and the threats it faces in the Muanenguba. We have organized a series of community sensitization meetings, produced and distributed 1.000 posters on proper *Prunus* bark harvesting techniques. Some of these people have begun engaging in *Prunus* conservation activities. Moreover, we established 17 nurseries with 11.000 seedlings in 9 village communities. So far, over 7.500 *Prunus* trees have been planted within existing farming systems and woodlots.

We conduct forest control trips with staff of the Ministry of Forestry and Wildlife against illegal exploitation of *Prunus* in the Muanenguba forest. Notwithstanding, there is a need to scale up these activities, conduct an inventory of wild populations and monitor the exploitation of this resource.

In the same time, as many places of the country, people living in rural areas face important poverty and socio-economic problems. How protecting trees as *P. africana* contribute to socio-economic development of the Bakossi people ?

Domesticating *P. africana* is a long-term investment. The plant takes a long time of about 12 to 15 years before it gets to maturity, producing barks for business and income generation. For this reason we employ an integrated farming system. Farmers are assisted to integrate *Prunus* farms with beehives, plantains, maize and beans to generate income in the short-term while waiting for *Prunus* trees to mature for bark harvesting and other uses in the long-term. Also, some farmers raise income from the sale of *Prunus* seedlings and by treating people locally with the plant. I have a living case of a farmer that raised 400.000 FCFA from the sale of *Prunus* seedlings and used this money to make a bed and a coffee farm.

Furthermore, *Prunus* is important in agro-forestry. It plays a role in increasing soil fertility, crop production and enhances agro-biodiversity. Lastly, community *Prunus* forest that will emerge will attract economic operators that can go into negotiation with local communities to exploit mature trees in future.

Working as a national NGO is not always an easy task. CAD is now more than 10 years old and what are the main difficulties you have to deal with as an NGO ?

The first is staff instability. This comes because staffs jump out of CAD in search of better pay packages elsewhere. Each time staffs leave us, they go with skills, thus weakening our technical and institutional capacity. Another is financial insecurity, depending solely on donor support for our work and operations. We also receive so many requests from our target populations than we can support due to inadequate resources.

Talking about the future... What are your concrete perspectives and objectives for years coming ?

CAD recently finalized business and strategic plans to give our strategic direction from 2015-2019. Components of the strategic plan include sustainable natural resources management, sustainable agriculture, community health services and support to enhance advocacy for women and girls programmes. *Prunus* conservation remains an integral part of this plan. In addition, we look forward to strengthening partnership with other organizations and networks as well as improving CAD's institutional and technical capacities.



Martin ETONE - CAD
Coordinator



Emmanuel, you are the CAMGEW NGO Director, working in the Kilum-Ijim forest in the North West region of Cameroon. This community forest has a special story; can you tell us something about this one ?

The Kilum-Ijim forest area covers two divisions of the North West Region and three tribes (Nso, Oku and Kom) with different languages but similar cultures living here.

This forest has the largest remaining Bamenda Highland Montane Forest with a large crater lake called Lake Oku. It is rich in Non Timber Products and has trees that cannot be exploited for timber. The 18 community forests part of the Kilum-Ijim forest constitute the first community forests created in Cameroon, with the Birdlife International support in 1987. The forest is the largest remaining habitat for Bannermans Turaco, a red feathered bird endemic to the Bamenda Highland Region and classified by IUCN Redlist as endangered.

Kilum Mountain is the second highest mountain of the country after Mount Cameroon and Prunus Africana is a native tree which is found in this forest. A lot of honey is produce in this area and it is white in colour, commonly called Oku White Honey. It is certified by African Intellectual Property Right Organisation as Geographical Indication Product and is cherished nationally and internationally. The white colour is a result of dominant white flowers produced by trees in this forest. To finish, the Kilum-Ijim forest trees are medicinal and this makes Oku White honey medicinal. This forest area is also a touristic destination.

The Kilum-Ijim forest hosts a tree species important for many reasons, Prunus Africana. What is it interest and what are the threats on it at the moment in Cameroon ?

Yes, Prunus Africana is a native tree of the Kilum-Ijim forest and is important for many reasons. It produces white flowers that are bee loving helping for white honey production. It is a watershed tree which generates revenues because of its medicinal value.

The bark of this tree is harvested to produce drugs used to treat prostate cancer and herbalists use the barks of these trees to produce various traditional medicines.

Prunus Africana suffers from bushfire in the Kilum-Ijim forest, sometimes caused by cigarette smokers or honey harvesters who use poor methods of honey harvesting. It has also suffered from over exploitation and poor harvesting from local people who wanted to sell barks to international companies using this to produce drugs. In addition, domestic animals like goats are kept in this forest and these animals eat young planted Prunus trees making forest regeneration difficult.

The number of Prunus trees in the forest is reducing and there is a real need to plant and to protect this valuable tree.



Contacts:

Phone : +237 6 97 03 74 17
E-mail : camgew@gmail.com
Website : www.camgew.com

Cameroon
North West



Looking to this, what actions CAMGEW implements on the field to change this situation ?

CAMGEW carries out activities in three main domains. It involves forest regeneration through tree planting, environmental education with community and schools and community engagement in apiculture. Agroforestry is linked to apiculture as forest peripheries need to produce flowers for forest bees when there is flower shortage in the forest. At the moment, CAMGEW has regenerated the Kilum-Ijim forest with about 44.000 trees, 33.000 being *Prunus Africana* and 11.000 being of 11 other tree species. On the whole, with support of World Bank (2012), PPI-FFEM (2013), MINFOF, Koning schools and BOTH ENDS, more than 500 community members participated to these plantation activities.

These activities continue and in 2015, CAMGEW planted 23.500 trees of various types with funds of several partners, still with the same community based approach.

Activities marking the regeneration of the Kilum-Ijim forest start yearly from June to August with tree launching by planting of a symbolic tree and ends with crowning ceremony by various community leaders.

The tree planting exercise always involves clearing, transportation of seedlings to the forest and planting. The various authorities take part in planning meetings and field visits to identify the site in the Kilum-Ijim forest for the tree planting exercise. The regeneration exercise always ends on the last day with forest sensitisation messages from community leaders calling on community members to protect their forest.

CAMGEW engages local people to own beehives in the forest after receiving training on how to better manage the forest. Beekeeping is a real incentive to protect the forest because ownership of hives by people in Kilum-Ijim forest pushes them to avoid bushfire and forest destruction as they protect beehives as sources of incomes. Bee farming gives them a source of livelihood from the sale of honey and makes them see the importance to protect the forest. 347 persons from groups, especially women and children were trained

on bee farming and 417 beehives were constructed and distributed at subsidised rates.

Environmental sensitisation has been carried out through Oku Community Radio, during holiday workshops and field visits to the forest with schools and community members. The population has been sensitised on the importance of the forest, ways to conserve it, services that forest provides to humanity, as carbon sink that mitigate climate change and provider of environmental services. CAMGEW have also been carrying out environmental education in schools to instil in students the need to grow up with love for forest and mature community members to change their behaviour toward the forest.

What are CAMGEW prospects for coming months ?

For coming months, CAMGEW needs to take care of the 44.000 trees planted in the forest during the last years. We will train more or less 180 new people on bee farming and construct 100 beehives that will be distributed to trained persons for colonization and mounting in the forest.

Environmental education will continue and 150 farmers will be trained on agro-forestry techniques in order to better manage the forest surrounding landscape to get more food, promote bee farming and prevent erosion.

Support will be provided to bee farmers to create and manage 4 new honey cooperatives in order to improve honey quality and marketing. A support will also be provided to help bee farmers market their bee wax from the forest.

Wirsiy Emmanuel BINYUY - CAMGEW
Director



Louis, the Cameroon South West region, where ERuDeF works, is very rich in biodiversity. What is the ecological importance of this region and the main threats for biodiversity ?

These region's forests and highlands have for long been recognized as being biologically diverse and is a center of high endemism for a wide variety of taxa including primates, anuran amphibians, birds, freshwater fishes, butterflies, dragonflies, and trees.

The Guinean Forests hotspot is home to an estimated 9,000 vascular plant species, about 20 percent of which are thought to be endemic. Nearly 2,500 plant species have been recorded on Mount Cameroon alone and Mount Bamboutos landscape is home to an exceptional biodiversity that spans from endemic and globally threatened plants to primates such as Cross River gorilla, Nigeria-Cameroon Chimpanzee and birds as Tauraco bannermani.

These mountains have been identified as some of Africa's most critical primate conservation areas. As many as nine species are endemic to the forests of Nigeria and Cameroon border region. The hotspot also has populations of two of Africa's great apes, including remaining scattered populations of chimpanzees and Cross River gorillas endemic to this area and claims one-third of Africa's primate species. African Forest Elephant still occur here in reasonable numbers with a notable mountain subpopulation found on Mt Cameroon.

While reptiles are not adequately documented in West Africa, preliminary analysis suggest that more than 200 species, a quarter of which are endemic, are found in the region. The study of Mt Nlonako showed this mountain to be the most species rich single-locality in reptilian fauna in Africa and possibly worldwide. Amphibians are also poorly documented in the region but it is estimated that almost 225 amphibians inhabit the hotspot, including more than 80 endemics. And many additional species are likely to be discovered. For example, 11 new frog species have been discovered in the last decade alone. These montane uplands are one of the most important centers of endemism of the African continent and are considered as a priority area for conservation globally.

These mountain ecosystems supply over 30% of the Cameroon food needs and harbor a population of the indigenous Mbororo community. Mt. Bamboutos is also very important for its ecological services to the population in Cameroon with between 3 and 5 million people depending on its water resources. About 30% of the Cameroon energy sector is derived from Bamboutos mountain. Mt Cameroon generates hundreds of millions of dollars into the local and national economies due to its global importance.

In the same time, the South West region registers several protected areas as the Tofala Hill Wildlife Sanctuary, Takamanda National Park, Bakossi National Park, Mt Cameroon and Korup National Park.

Despite this, most of the hotspot future is uncertain, as most of the area has no protection status. Although the Cameroonian Government has recently shown interest in creating protected areas across these mountains sites, it lacks the resources and capacity to follow through. These mountains and lakes are regionally and locally being encroached by the increasing human populations.

With the increasing human populations and pressure from the piedmont of these mountains, there are serious fears among the conservation community that the mountain biodiversity and wildlife may eventually become isolated over time and go extinct through inbreeding if corridors are not created to link these hotspots biodiversity.

One of the greatest conservation challenges in the region is finding alternative ways to accommodate human needs, in order to decrease the pressure from rural communities living adjacent to protected areas.

Efforts to counter the pervasive threats to biodiversity in the region are probably best focused at the community level in the areas surrounding existing and proposed protected areas, where it is important that people understand and appreciate the contribution that these areas can make to environmental stability, human health and local economies.



Contacts:

Telephone : +237 699 122 904

E-mail : hq@erundef.org

Website : www.erundef.org

Cameroon
South West





What is the vision of your organization about conservation? What were your greatest successes ?

My organization sees conservation as a secured route to sustainable development not only in Cameroon but also in the whole world. Consequently, we tackle conservation from a holistic point of view. ERuDeF entry point into conservation is through saving IUCN listed endangered species through the use of holistic approaches. Since creation, ERuDeF had been focused first on identifying and conserving the endangered species and plants and then working to create the first system of protected areas across the Lebialem highlands and Cameroon mountains. ERuDeF is also supporting the implementation of a mountains agroforestry development program, impacting over 2 millions Cameroonians.

Our key successes included designating a system of proposed protected areas across the highlands, creating the Lebialem highlands conservation complex in 2010, discovering the Cross River gorillas in the Tofala rainforest in 2004, winning the Whitley Award in 2010 and launching the first pilot project on Access and Benefits-Sharing in Cameroon in 2012 with signature of the first ABS agreement with the government in 2014.

ERuDeF is the first national NGO to have created a protected area in Cameroon and is working towards creating and managing a system of protected areas. Other successes include MoU with Government of Cameroon and managing a sub-national program on agroforestry development.

Specifically concerning Cross River Gorilla on which the NGO focus its action, what are the main threats for this specie? As a researcher and NGO manager, what recommendations would you like to make to decision-makers and government of Cameroon ?

The main threat for this important specie is habitat fragmentation and degradation resulting from creation of farms and logging. Poaching of gorillas and chimpanzees while no longer being a major problem, the poaching of other mammals is still a major issue.

In my opinion, the main recommendations that could be done to the government of Cameroon would include creating an Inter-Ministerial Commission for Protected Areas and Biodiversity Hotspots Management that will help solve the key social, economic and land-use planning issues around these areas, creating a fund for protected areas and biodiversity hotspots management in Cameroon, effectively devolving the authority to manage protected areas and biodiversity hotspots to local stakeholders and significantly increasing the private sector role in financing conservation in Cameroon.

In addition to funding your projects, what do you expect of your collaborations with actors of international cooperation?

I have become used to work with many financing and technical partners and expect regular field visits, coaching and institutional development support as well as helping us to develop a long term financial plan. Some other concrete actions could be helping ERuDeF as to construct a permanent head office and support ERuDeF to become registered as a charity in North America or Europe to permit it increase international visibility.

We also need to strengthen the institutional capacity of ERuDeF in order to be able to manage over 200 staff in the next 20 years. Assist in locating long term cooperation partners for the strengthening and professionalization of the organization is also important.

Louis NKEMBI - ERuDeF
Executive director



Aimé, vous travaillez depuis maintenant plus de dix ans sur des questions de conservation de la Réserve de Biosphère du Dja (RBD) au Cameroun. Cette AP classée au Patrimoine Mondial de l'UNESCO depuis 1987, subit actuellement des pressions multiformes. Pouvez-vous nous dire un mot sur ces dernières ainsi que sur la valeur de cette AP ?

La valeur patrimoniale de la RBD peut être vue sous des angles différents. Au niveau éco-systémique, l'AP couvre 526.000 ha d'écosystèmes forestiers à forte diversité floristique et faunique et constitue actuellement un des blocs forestiers les plus importants et les mieux préservés d'Afrique Centrale. Plus de 109 espèces de mammifères, 360 espèces d'oiseaux et 62 espèces de poissons y sont répertoriées et de nombreuses ethnies, aux us et coutumes très spécifiques et liées à la forêt, vivent également dans la réserve.

Au regard de ces valeurs multiples, l'écotourisme, l'exploitation durable des PFNL et la pêche sur la rivière Dja sont selon moi des opportunités économiques importantes à essayer de développer.

Concernant les pressions, une importante menace réside comme pour la plupart des AP de la sous-région dans le braconnage commercial et le trafic de faune sauvage. En deux mois à peine fin 2014, 226 pointes d'ivoires en provenance de la réserve ont été saisies par les services de conservation.

La déforestation observée en périphérie de l'AP constitue également une menace directe et indirecte, certaines externalités n'étant pas gérées et se répercutant sur la réserve. Le phénomène s'explique à la fois par le développement de l'exploitation forestière et minière, de l'agro-industrie mais également d'activités d'orpaillage.

La pollution et la prolifération de maladies constituent également des risques pour l'intégrité de la réserve et pour les communautés vivant en périphérie de celle-ci. L'utilisation de produits phytosanitaires et de substances nocives issues du traitement des minerais se répandant dans les cours d'eau n'est actuellement pas contrôlée.

Vous êtes président de TF-RD qui travaille dans la périphérie nord de la réserve sur un projet liant conservation et développement local. Pouvez-vous nous dire un mot sur votre approche et les activités développées par votre association ?

TF-RD a été créée en 2010 et possède un siège à Yaoundé et une antenne à Malen V où nous intervenons actuellement.

Historiquement, les premières actions menées visaient les élèves des écoles primaires situées à la périphérie de la réserve et cherchaient à mener des actions d'éducation environnementale sur les grands singes.



Mené en partenariat avec le zoo de Prague, ce projet intitulé "le bus ambulante" continue et permet aux enfants de la périphérie d'aller observer des primates présents dans la réserve à travers un réseau de zoos partenaires.

A ce jour, 501 enfants, 56 parents d'élèves et 32 écogardes ont bénéficié des activités du projet. 265 élèves sont regroupés au sein de l'ECO-CLUB du DJA et impliqués dans des programmes d'éducation environnementale menés en collaboration avec le Parc de la Mefou. Dans le même temps, TF-RD a démarré en 2013, avec l'accompagnement de l'UICN, un projet de soutien à la filière cacao amélioré. Ce projet vise à répondre à certaines des menaces précédemment évoquées à travers la mise en place d'agro-forêts à base de cacao enrichies en espèces locales domestiquées.

Selon des chercheurs ayant estimé la rentabilité de ces agro forêts enrichies de trois espèces (njansang, safoutier et mangue sauvage),



Contacts:

Téléphone : +237 699 03 59 62

Courriel : epandaa@yahoo.fr

Cameroun
Réserve de Biosphère
du Dja



avec une densité totale de 86 arbres par ha et lorsque tous les plants sont entrés en phase de croisière de production, les sommes investies dans l'exploitation seraient récupérées après cinq ans, pour un profit annuel situé autour de 12 millions de FCFA par ha après huit ans. Dans une situation où seul le cacao est cultivé, l'investissement n'est récupéré qu'après douze ans pour un profit annuel évalué à environ 140.000 FCFA par ha, la différence est donc majeure.

En termes de résultats concrets, depuis le démarrage des activités, 56 ha d'agro-forêts (contenant près de 59.000 pieds de cacao, 36.000 pieds de bananiers plantain et 1.000 arbres fruitiers) ont déjà été mis en place sur d'anciennes jachères abandonnées et près de 41 ha d'anciennes cacaoyères ont été réhabilités afin d'éviter l'ouverture de nouvelles parcelles dans des espaces forestiers vierges.

158 producteurs sont désormais impliqués dans la dynamique du projet et regroupés au sein de la Coopérative COPROCAPDJA. Un champ semencier permettant de produire des cabosses de cacao améliorées a également été mis en place, avec l'accompagnement du CIRAD et de l'IRAD.

L'objectif est désormais de parvenir à produire un cacao de qualité supérieure avec un processus respectant des critères exigeants au niveau environnemental et social. RAINFOREST ALLIANCE nous accompagne dans cette démarche.

Le projet se voulant être un projet d'entrepreneuriat local inclusif, nous venons d'entamer le développement d'une nouvelle filière économique basée sur la valorisation par les femmes de l'amande de Moabi, à travers sa transformation en huile. Des démarches ont démarré dans ce sens en 2014 et plus de 4 tonnes d'amandes ont déjà été récoltées par 53 femmes et vendues à une ONG française partenaire.

Il s'agit donc ici de favoriser la conservation de la nature via l'appui au développement économique local. Par quel mécanisme le fait de générer des revenus localement, via la filière cacao dans le cas présent, permettra-t-il de mieux protéger une AP telle que la RBD ?

En Afrique, les communautés vivant en milieu rural sont intimement liées à leur environnement qui constitue à la fois une source d'alimentation,

est à la base des revenus financiers et à l'origine d'un attachement spirituel et affectif fort. Autant de raisons ayant permis à ces communautés de développer des mécanismes de gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Néanmoins, depuis les années 80, la chute des prix des produits de base tels que le cacao et le café ont fortement ébranlé la relation entre ces communautés et leur environnement et obligé celles-ci à développer de nouvelles stratégies. La culture du cacao a ainsi été abandonnée au profit notamment du braconnage, pour des raisons de survie.

TF-RD entend accompagner les producteurs dans la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement socio-économique basé sur des activités économiques compatibles avec la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité.

Pour finir, un mot sur la société civile africaine. En quoi celle-ci joue-t-elle selon vous un rôle majeur en matière de conservation de la nature ? De quoi ces acteurs ont-ils à l'heure actuelle besoin pour gagner en efficacité, obtenir de meilleurs résultats ?

La société civile africaine, du moins celle travaillant concrètement sur le terrain, a l'avantage de généralement bien connaître les populations bénéficiaires des projets qu'elle met en œuvre. Cela constitue selon moi un avantage majeur, comparativement à d'autres acteurs. Néanmoins, des lacunes existent encore à l'heure actuelle et doivent être corrigées pour gagner en efficacité globale.

Afin d'obtenir de meilleurs résultats, changer la donne plus profondément, nous devons mieux comprendre les nouveaux enjeux et concepts promus par les bailleurs et partenaires.

Un renforcement des capacités est nécessaire, notamment sur des questions de gouvernance associative, ainsi que sur des aspects de mise en réseau, et ce afin de capitaliser les bonnes pratiques, faire ressortir les leçons apprises et mutualiser les efforts.

Manfred Aime EPANDA - TF-RD
Président





Nathalie, parlez nous un peu de l'histoire de RENATURA, sa raison d'être, ses activités, et perspectives pour les mois et années à venir...

RENATURA est née en 2001 du constat de la mauvaise information du grand public congolais sur les questions environnementales. En 2000, moi et les autres membres fondateurs de l'association, avons été témoins de la chasse aux tortues marines qui s'exerçait alors sur les plages congolaises. Lors de nos échanges avec les communautés, nous avons pu nous rendre compte du manque de connaissances sur ces espèces, leur rôle et leur fragilité et avons donc avec nos propres moyens mis en place des activités permettant d'assurer une récolte de données scientifiques afin de mieux comprendre l'état des populations de tortues marines, une présence dissuasive contre le braconnage et une sensibilisation à l'égard des communautés.

L'association a aujourd'hui 14 ans et grâce à ses actions de plaidoyer, les tortues marines sont désormais intégralement protégées au Congo Brazzaville. Le braconnage de ces espèces a nettement reculé, le grand public est également mieux informé. Nous sensibilisons chaque année près de 20.000 enfants et couvrons 80 des 170 km de côte congolaise, 60 kms étant couverts par les équipes du Parc National de Conkouati, les 30 autres km de plages étant inadaptés à la ponte de ces espèces. Les actions de nos équipes permettent la libération d'environ 2.000 tortues marines capturées accidentellement dans les filets de pêche artisanale et nous avons ratifié des accords avec le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture pour lutter contre les pêches illégales en mer. Pour ce qui est des perspectives, les tortues marines sont ce qu'on appelle des "espèces-parapluie" et à travers leur protection, nous sommes amenés à nous intéresser plus largement à l'environnement marin et côtier. De ce fait, les activités de RENATURA ne cessent de se développer.

De quels résultats atteints depuis le démarrage de vos activités êtes vous particulièrement fiers ?

Sans hésitation, le classement des tortues marines comme espèces intégralement protégées au niveau national est une de nos plus grandes fiertés. Cela a nécessité de nombreuses années de travail et de discussions mais assure définitivement un statut de protection pour ces espèces emblématiques appartenant pleinement à la culture du pays.

Cette année, un projet, porté par le MEFDD, de création d'une AMP dédiée à la préservation des tortues marines est en cours de réalisation dans la Baie de Loango, au nord de Pointe-Noire. Nous soutenons et accompagnons cette initiative, et si ce projet aboutit, il sera la prochaine réalisation dont nous serons fiers.

Un mot à présent sur la conservation de la nature en Afrique Centrale, de façon un peu plus générale. Quelles sont selon vous les plus grandes menaces ? Quel constat tirez-vous en tant que responsable d'une association active depuis maintenant presque 10 ans ?

Je vous répondrais que les principales menaces qui pèsent sur notre planète en règle générale sont malheureusement d'ordre anthropique. Que ce soit pour des besoins immédiats en ressources naturelles, en espace, ou en raison des impacts indirects liés au développement, nous, êtres humains, exploitons et réduisons de façon alarmante toutes les richesses que la nature nous offre.

Au Congo, les communautés rurales vivent pourtant en étroite relation avec leur milieu naturel et dépendent encore très largement des ressources et des biens qu'ils peuvent en tirer. La gestion durable de ces écosystèmes est donc un enjeu majeur pour leur avenir. Ce constat peut certainement être généralisé à l'Afrique Centrale mais je ne connais pas les autres réalités.

Concernant le constat que je pourrais établir après plus de 10 ans de travail dans la conservation, je dirais que mon expérience m'a montré qu'il est possible d'agir localement de façon efficace, à condition de prendre en compte tous les acteurs. S'appuyer sur les traditions est également un atout très important. Nous avons la chance que la culture congolaise ait toujours accordé une place importante à la nature et a à ce titre prôné une gestion raisonnée des ressources naturelles.



Contacts:

Téléphone : +242 06 944 99 99
Courriel : renatura.asso@gmail.com
Site internet : www.renatura.org

Congo Brazzaville
Pointe Noire



Face à ce constat, quel rôle doit selon vous jouer la société civile africaine pour contribuer à la conservation de la biodiversité dans la sous-région ?

La société civile doit être un partenaire des Etats. Elle représente les communautés avec lesquelles elle travaille mais joue également le rôle de relais pour faire comprendre le bien fondé de certaines décisions étatiques. Elle a pour rôle dans tous les cas, de défendre l'intérêt général, selon moi.

Les organisations locales ont par conséquent besoin de soutiens conséquents et nous voyons depuis un certain nombre d'années des programmes d'appui à la société civile se développer sur le continent. Qu'attendez-vous de cela ?

En effet, ces dernières années, plusieurs programmes d'appui à la société civile ont vu le jour et ont su s'adapter aux réalités de la situation de la société civile sur le continent. Pendant longtemps, de nombreux bailleurs proposaient des financements avec de gros montants mais avec un niveau d'exigence administrative ne permettant pas aux petites ONG locales de postuler.

Le PPI-FFEM a par exemple été une initiative louable. En permettant à des associations de postuler à des bourses qu'elles devaient ensuite gérer, ces dernières ont pu développer leurs compétences et renforcer leurs capacités. L'accompagnement de l'équipe de l'UICN a ainsi contribué à renforcer ces structures qui peuvent ensuite envisager postuler sur d'autres fonds plus importants. C'est ce qui est arrivé à RENATURA. Le volet de renforcement des capacités mis en place va dans ce sens et je ne peux que féliciter cette initiative.

La société civile a, selon moi, besoin d'accompagnement financier mais aussi technique et ce sur le long terme, pour permettre l'émergence et le développement durable de ce type d'acteurs.

Pour conclure, parlez nous un peu plus de cet Ecocentre à Pointe Noire...

Pointe-Noire est une ville d'un million d'habitants manquant cruellement d'espaces verts et de lieux où le citoyen renoue avec son environnement. Un écocentre est un espace dédié à l'environnement qui ne remplace en rien des lieux publics boisés mais a pour objectif d'offrir un centre de ressource sur ces thématiques.

Cet écocentre regroupera toutes les techniques innovantes en matière de construction écologique, il sera ainsi une sorte de vitrine des techniques de constructions économiques en énergie et ayant un impact environnemental le plus faible possible (récupération des eaux de pluies, aération naturelles, etc). Il renfermera nos bureaux et un espace d'accueil pour nos volontaires ou stagiaires et notre volonté est qu'il soit un lieu d'accueil du public. Une exposition sur les tortues marines y est prévue ainsi qu'un espace pour des expositions temporaires et pour recevoir d'autres membres la société civile de Pointe-Noire. Nous sommes convaincus des bienfaits de la synergie entre acteurs et offrir un centre de ressources pour d'autres ONG permettra de renforcer les capacités de la société civile locale, nous espérons également que ces rencontres seront sources de nouvelles initiatives.

Comme vous le voyez, ce projet est ambitieux et a finalement plusieurs objectifs. C'est un aboutissement qui apportera une véritable assise à notre structure.

Nathalie BREHERET - RENATURA
Directrice



José, pouvez-vous nous dire, en tant qu'administrateur de l'association SOS Dassioko basée à Abidjan, quelques mots sur votre organisation ?

L'association SOS Dassioko a été créée en vue de contribuer à la protection de la forêt classée de Dassioko, écosystème d'environ 13.000 ha située à l'Ouest de la Côte d'Ivoire entre les villes de Fresco et Sassandra et abritant encore des espèces à statut particulier, dont des espèces de primates classées parmi les 25 espèces les plus menacées de la planète. Il s'agit, entre autres, du Cercopithèque diane (*Cercopithecus diana*) et du Cercocèbe à lunule (*Cercopithecus lunulatus*). Cependant, l'exploitation forestière et agricole menaçait fortement cette forêt et un processus de déclassement du site était en cours en 2004. Face à cette situation, SOS Dassioko a été créée en 2006 dans l'objectif de conserver cette forêt classée et ses ressources naturelles.

Depuis lors, en collaboration avec la Société de Développement des Forêts (SODEFOR, une société d'Etat en charge de la gestion : des forêts classées de Côte d'Ivoire), 20 jeunes issus des communautés riveraines se sont organisés en comités locaux de protection de la forêt classée et ont été formés pour mener les activités de suivi de cette forêt avec l'appui de SOS Dassioko. Du lobbying a également été réalisé à travers la presse locale pour alerter l'opinion nationale et internationale sur les menaces pesant sur cet écosystème forestier.

Les interventions de notre association ont ainsi abouti à la destruction de plantations illégales mettant en péril l'intégrité de la forêt classée par les membres des comités locaux avec l'appui des agents de la SODEFOR. Par ailleurs, environ 12 braconniers ont été arrêtés par les membres des mêmes comités et toujours avec l'appui de la SODEFOR et mis à la disposition des autorités.

SOS Dassioko s'intéresse désormais à la protection de tortues marines sur une partie du littoral ivoirien où ces reptiles marins viennent pondre. Qu'est ce qui vous a amené à vous intéresser à la protection de ces espèces et de leur habitat et quelles actions concrètes développez vous sur le terrain afin de contribuer à la protection de ces espèces menacées ?

En 1995, j'ai été témoin de scènes de braconnage aussi bien de tortues marines que de leurs œufs par les communautés riveraines de sites de ponte de ces animaux. Malheureusement, aucun dispositif de protection de ces reptiles n'existait localement malgré le fait que ces tortues soient classées comme espèces protégées à l'échelle nationale.

De même, la documentation à l'échelle nationale sur l'écologie et la biogéographie de ces tortues marines était peu précise.

C'est face à ce constat que notre association s'est décidée à inscrire la protection des tortues marines dans ses actions prioritaires de conservation de la biodiversité à mener en Côte d'Ivoire.

Avec l'appui de l'US Fish and Wildlife Service (USFWS), SOS Dassioko a mis en place un programme visant à sensibiliser et à doter les communautés riveraines d'eau potable et de lampes solaires en contrepartie de leur franche implication dans le cadre de la lutte contre le braconnage de ces espèces. Ce qui s'est traduit par des résultats encourageants se reflétant par une baisse significative de la fréquence des actes de braconnage principalement entre Grand Béréby et Tabou.

Depuis août 2014, avec l'appui du PPI, des actions complémentaires sont en train d'être mises en œuvre. Elles portent sur l'opérationnalisation de comités de sauvegarde des tortues et le renforcement du système de surveillance nocturne des tortues et de leurs nids afin de procéder à des lâchers des bébés tortue; la construction de 2 éclosiers; le renforcement des capacités techniques de la Police Maritime en vue d'assurer une surveillance accrue des ports de pêche et de libérer les tortues piégées dans les filets; l'élaboration selon une démarche participative et la validation par les acteurs concernés d'une loi coutumière relative à la protection des tortues; la promotion de l'écotourisme basé sur la présence des tortues marines.

Contacts:

Téléphone : +225 05 75 53 66

Courriel : sosdassioko@gmail.com

Côte d'Ivoire
Abidjan



Les tortues marines étant des espèces très mobiles, des actions à plus large échelle, impliquant des acteurs de diverses régions semblent nécessaires. Quelle est votre opinion sur la question, quels types d'action pourraient être menés entre acteurs travaillant sur la conservation de cette espèce en Afrique ?

Un des moyens possibles pour rendre efficaces les actions menées pour la conservation des tortues marines est selon moi le partage d'expériences. Malheureusement, nous, acteurs locaux de la conservation, notamment dans les pays du Sud, n'avons souvent pas les moyens pour prendre part aux rencontres dédiées à cette thématique, à l'exemple du symposium international sur les tortues marines se tenant tous les 2 ans. Il faudrait par conséquent soutenir cela.

Par ailleurs, je préconiserais également la mise en place d'un réseau qui ferait le lien entre tous les projets liés à la conservation des tortues dans une même région. Cela semble déjà bien fonctionner en Amérique Centrale avec le réseau WIDECAS (Wider Caribbean Sea Turtle Conservation Network). En Afrique Centrale, ce type de réseau semble également se mettre en place progressivement. En revanche, les tentatives de mise en place d'un tel réseau sont encore restées très timides en Afrique de l'Ouest. Ce genre d'initiatives devra être encouragé.

Conserver la nature en Afrique est à l'heure actuelle un défi complexe. En la matière, les acteurs de la société civile ont un certain nombre de défis à relever pour parvenir à un plus grand impact sur le terrain. Qu'attendez-vous des initiatives d'accompagnement développées par vos partenaires techniques et financiers ?

Pour de jeunes associations comme SOS Dassioko, l'une des principales possibilités de financement des activités de conservation reste les systèmes de micro-subventions. Dans le même temps, cela pose la question de la durabilité des appuis et des acquis tout comme celle de la durabilité de la motivation des populations impliquées dans les activités de conservation.

Un autre problème des projets de courte durée tient dans le fait qu'ils vous obligent à être dans une dynamique constante de recherche de financement afin de consolider les acquis. La recherche de financements peut s'avérer consommatrice en temps, empêchant ainsi de consacrer le temps nécessaire à la bonne exécution des actions de terrain.



Des appuis, sur de plus longues durées, et/ou des montants plus conséquents sont attendus de nos partenaires techniques et financiers. Dans le même temps, je pense que c'est également aux acteurs de la société civile travaillant dans la conservation de rechercher des synergies d'actions pour construire des projets plus ambitieux.

Jose M.P. GOMEZ - SOS DASSIOKO
Administrateur





Jacqueline, A ROCHA Ghana already experienced creation of CREMAs as an initiative , to promote better management of natural resources by local communities. Could you briefly explain us how a CREMA does work and why to encourage such an approach ?

CREMA is an acronym standing for *Community Resource Management Areas*. Physically, CREMAs represents a geographically delineated area, where one or more communities have come together to manage resources in a sustainable manner. Institutionally, it is a community-based organization that is built on existing community decision making structures, with an executive body and a constitution that guides the activities and regulations of the CREMA. A District Assembly by-law legitimizes the constitution. From a community perspective, it is a structure that enables collective decision making for 'common' resources. The incentive in the approach is both financial and tenorial as communities are able to sell wild products in the market as well as control access to the area by outsiders.

Since the inception of the CREMA approach, initiatives have showed clear improvement in the way communities interact and manage natural resources in their communal lands. Additionally, there is more commitment by forest dependent communities and existing leadership structures to support sustainable natural resources.

Lake Bosumtwi in the South East of Kumasi seems important for your organization as you are developing activities in order to preserve that site. Could you tell us why that lake is so particular...

Lake Bosumtwi is very important because as a meteorite lake, it is one of its kind in Ghana and West Africa. Furthermore, it has a unique flora and fauna biodiversity with a combination of a forest and a wetland ecosystem. With 11 known fish species, the lake has a high degree of endemism mainly among the Cichlids.

Unfortunately, the lake seems threatened: can you tell us a word about those threats...

Fringed by 26 communities, about 11.800 people depend directly and indirectly on the lake for their livelihood. Key threats include; weakening traditional resource management systems, unsustainable land use, mismanagement of waste disposal, lack of alternative livelihoods and particularly inadequate local level capacity and participation for resource monitoring and protection. This has resulted in increased anthropogenic threats such as habitat destruction, fishing, farming, infrastructural development and high rate of pollution which has contributed to a drastic reduction in the water level.

How do you plan to overcome the destructive activities the lake is facing... ?

A Rocha Ghana's strategy is collaborative action with the communities. Planned activities include creation of a Community Resource Management Area (CREMA) with legal frameworks for sustainable land utilization, capacity building and equipment of volunteers groups for long term biodiversity monitoring and organization of public awareness campaigns in all 26 communities and schools. Communities will also be provided with waste bins for a better waste disposal management and beneficiary community members set up in small scale enterprises, just to name a few.



Contacts:

Phone : +233 302 222417
E-mail : ghana@arocha.org
Website : www.arocha.org/ghana

Ghana
Lake Bosumtwi



A Rocha Ghana is also embarked in a lobbying action for the preservation of Atewa Range Forest Reserve. Can you tell us a bit more on the reasons of your initiative ?

Atewa Range Forest Reserve is the only remaining upland evergreen forest in Ghana that can still boast of retaining some semblance of its pristine nature. Ecologically and socially, this forest provides exceptional ecosystem functions and services and cultural value. A lot of research has found Atewa Range Forest to be the home of an unprecedented record number of spectacular plants and animals with high endemism. The reserve is also a rich source of Non-Timber Forest Products (NTFP).

Deservedly, Atewa Range Forest Reserve has received several designations not limited to; forest reserve (1926), Special Biological Protection Area (1994), Hill Sanctuary (1995), Globally Significant Biodiversity Area (GSBA) (1999) and an Important Bird Area (IBA)(2001). In 2007, a Rapid Assessment conducted by Conservation International (CI) confirmed Atewa as an extremely important site for global biodiversity conservation. Geologically, the range has also been identified to have high deposits of bauxite, of significant commercial value and which has been on the extractive plans of governments past and present.

These functions and services and the legal protection status notwithstanding, Atewa forest is critically threatened by illegal chainsaw activities, artisanal mining, and unsustainable NTFP collection. Atewa also faces great pressure from plans by governments to mine the site for its bauxite deposits.

A Rocha Ghana in collaboration with the Coalition of NGOs Against Mining in Atewa (CONAMA) is petitioning the Government of Ghana to raise the protection status to a National Park to halt and address the above mentioned threats in the future.

What do you plan as actions to sustain the preservation of that forest on the short to middle terms ?

A Rocha Ghana's Atewa Critical Conservation Action Programme seeks to draw global awareness to the threats and pressures facing Atewa, garner public support and consensus for the conservation of the natural heritage of Atewa, and initiate livelihood support programs that will contribute to sustainable economic activities focused on green enterprises and forest-based employment opportunities within the catchment of Atewa. The program will also explore the potential for payment for ecosystem services (PES), learning good models of such approaches in other countries.

Additionally, A Rocha Ghana will work to provide the government with sufficient information and ideas to make informed and conservation-oriented decisions regarding this range.

A Rocha is currently undertaking an Economic Valuation of the Ecosystem Functions and Services that Atewa provides, to match the economic valuation of the commercial mining of Atewa Forest.

Jacqueline KUMADOH - A ROCHA GHANA
Fundraiser/Scientific Officer



Martin, you are the CREMAs development coordinator for the NGO Nature Conservation Research Centre – NCRC (Ghana) and lead all technical strategies necessary to establish and run the CREMA. Can you describe the NCRC orientations and activities related to CREMAs development and strengthening ?

NCRC endorses a simple core philosophy that conservation is best pursued in settings where there are economic and cultural incentives to its implementation. In line with this philosophy, NCRC seeks to use positive cultural practices and income generation potential to achieve conservation and economic development objectives.

The underlying philosophy of CREMA and our conservation initiatives is that when natural resources are given value and communities are given the authority to manage them, then local people inhabitants of surrounding areas will have the incentive to sustainably manage and conserve natural resources. We also note that natural resource utilisation is a legitimate form of land use; hence the objective should be to reconcile resource exploitation with urgent need for conservation.

In my efforts to implement CREMA framework hence, I have first and foremost identified the motivating incentives that will draw communities into conservation and secondly figured out how the CREMA operation can be aligned with the societal power structure and social dynamics. Hence socioeconomic opportunities are identified and the communities are rallied around sustainable using and managing of these opportunities. CREMA organization relies on individual farmers, resource users and landowners who are the members. Through the Community Resource Management Committees (CRMCs) individual farmers and land users determine the policies and activities of the CREMA and hold the Community Executive Committee (CEC) accountable through their own structure at the community level. The CECs are responsible for formulating and amending the constitution to ensure the effective operation of the CREMA.

A third party which in this case is NCRC is akin to a referee in this matrix. NCRC collaborates as a technical support arm to the CREMA. We facilitate the building of governance and livelihood structures for CREMAs. We work through the CREMA representatives to create opportunities and consensus. This continuous involvement is a key issue to ensure sustainability of CREMAs.

The Wechiau Community Hippo Sanctuary (WCHS) is one of the pioneers community-based management protected areas in Ghana. Can you tell us the context and main reasons that led to its creation ?

The Wechiau Community Hippo Sanctuary (WCHS) CREMA established in 1998 by the Paramount chief of the Wechiau Traditional Area, Na Bayon Doguah II, with the sub chiefs elders and opinion leaders, with a functional management board, comprising an executive board and two representatives from each of the seventeen (17) communities making up the sanctuary management. Prior to the decision to collectively conserve the area, there had emerged potential threats to the hippo and natural resources from poaching, bushfires and land encroachment by farmlands.

The main goal for the establishment of the sanctuary was to afford the local community members the opportunity to participate in the conservation of their natural resources and also improve their standard of living through the equitable sharing of benefits accruing from the sanctuary as a result of a collective conservation effort. This approach also avoided the "outside" control of community resources and put resources management in the hands of local communities. The WCHS was convinced that if the local communities come together with the support of technical know-how, then they can protect their landscape and resources while ensuring that the full benefits come to the local communities. The administrative costs of managing forest and landscape is relatively low since most workers are largely volunteers and get satisfaction from managing their own resources for livelihoods and future generations.

WCHS is a practical example of the local community based approach to conservation. It has for the past twelve years become a model for community conservation in Ghana. The WCHS has served as a community based ecotourism destination and has been managed along an adaptive model to achieve sustained results.



Contacts:

Phone : +233 302 264 634
E-mail : myelibora@yahoo.co.uk
Website : www.ncrc-ghana.org

Ghana
Wechiau (Community Hippo Sanctuary)



After 15 years of existence of the WCHS, what are the main benefits in term of conservation and livelihoods ?

The greatest success achieved by the CREMAs is improved governance and conservation awareness and increased collective community action and unity. These have resulted in reduced incidence of fire in particular. This phenomenon has also contributed to a number of benefits including ecologically sensitive areas being well protected to the extent that native wild animals are increasing and hippo numbers in particular have been seen to increase from a peak 13 in December 2007 to peak 33 in February 2014. Other successes are livelihood benefits such as ecotourism and social infrastructure development. The CREMA established and is operating an efficient community organic sheanut cooperative of 1.600 women with total communal income of \$50.000 annually. There is a successful pilot project of communal organic farm enterprise of 30 members on 4 acre tenure secured land with estimated GH¢100 monthly income for each member.

Other successes are the livelihood benefits that some of the CREMA constituents are entitled include the beekeeping enterprises introduced in late 2014. This enterprise has enormous potential to benefit over 1,500 households when in full operation.

Among the various actors involved in the CREMA process, what is the specific role of traditional chiefs in the management and decision making process of CREMAs in Ghana ?

In terms of approach, the CREMA framework mobilises local people into an organizational structure that is based on the existing local decision making system. This organization is then blended with democratic virtues in other to ensure inclusion. The CREMA recognises and respects local governance systems, cultures and resources tenure relationships such as land tenure and decision making on land-use; functions and duties of chiefs in respect of traditional roles like - allocation of land to "strangers "or peripheral stakeholders; settlement of land disputes by traditional authority (chiefs and elders); pouring of libation and the pacification of the land when sacrilege has been committed; taking appropriate sanctions against trespassers and for anti-social behaviour...

Traditional chiefs are the custodians of the land. They therefore are powerful stakeholders and without their support the CREMA will not operate smoothly. Traditional authority serves as advisors and patrons to the CREMA. They assist to mobilize the community for CREMA activities and mediate conflicts that arise in the CREMA operation.



Martin YELIBORA - NCRC
Project coordinator CREMAs



Lawali, vous êtes le coordonnateur de l'ONG ATPF. Pourriez-vous nous dire en quelques mots le contexte de création de votre ONG, sa zone d'intervention et les principales problématiques de conservation auxquelles elle est confrontée ?

Notre ONG a été créée suite aux constats amers de dégradation des ressources naturelles, qui influe négativement sur la désertification, la perte de la biodiversité ainsi que l'insécurité alimentaire.

ATPF intervient aujourd'hui dans sept régions sur les huit que compte le Niger, avec une concentration de ses efforts dans les régions de Dosso et de Tillaréri, où se situe la zone communément appelée "Zone girafe", où vivent les dernières populations de girafes d'Afrique de l'Ouest. Encore présente dans toute l'Afrique de l'ouest au début du 20ème siècle (Sénégal, Gambie, Mauritanie, Mali, Niger, Nigéria), la population de girafes ne comptait plus que quelques dizaines d'individus dans les années 1980, concentrées dans l'ouest Nigérien. Grâce aux efforts de conservation, la population s'est accrue pour atteindre 366 individus en 2012 et 413 en 2014. Sur le plan de la conservation, ces régions rencontrent ainsi des problématiques spécifiques telles que la dégradation de l'habitat des girafes due à la coupe abusive du bois et à des mauvaises pratiques agricoles, le conflit homme/girafes lié aux dégâts que causent ces dernières sur les productions, le braconnage et la méconnaissance des textes relatifs à la gestion de l'environnement et du foncier.

Cette situation est aggravée par les difficultés que rencontrent les populations et les élus dans le processus de décentralisation en cours au Niger depuis 1997. Il faut dire que ce processus se caractérise de manière générale par l'insuffisance de certains textes qui ne prennent pas en compte les réalités communautaires ou communales, l'absence du transfert des compétences aux collectivités ou le cas échéant le transfert de compétence sans transfert de ressources.

Le renforcement des capacités (quelles soient institutionnelles, opérationnelles ou financières) est une dimension clé dans l'évolution d'une ONG. Qu'entendez-vous par « renforcer les capacités d'une ONG », et comment ATPF en a concrètement bénéficié ?

Il faut noter d'abord que la vie des ONG tient par la qualité de ressources humaines et leurs dispositions à consentir des sacrifices pour le développement de nos communautés. En ce sens, je dirai que le renforcement des capacités pour une ONG, c'est d'abord l'amélioration de la connaissance de ses ressources humaines. Ensuite vient l'aspect structurel qui consiste à accompagner l'ONG sur le plan de l'organisation et du fonctionnement en la dotant d'outils de gestion efficaces de matériel et de ressources financières pour répondre aux sollicitations de développement des communautés. En un mot, c'est appuyer l'ONG à être professionnelle, efficace, capable de développer des partenariats et de mener des actions concrètes sur le terrain.

A cet égard, l'appui de l'UICN PACO a été déterminant pour la professionnalisation des cadres de l'ONG, la mobilisation de partenariats et financements, l'accroissement de nos ressources humaines et matérielles ainsi que pour renforcer la crédibilité et la visibilité de l'ONG. Ainsi, au cours des quatre dernières années, l'effectif en terme de personnel technique est passé de 2 à 137 salariés, et le personnel de l'ONG dispose aujourd'hui de compétences spécifiques, notamment en suivi-évaluation de projet, en SIG... L'ONG est passée d'un à trois partenaires financiers (dont l'UE) et développe des prestations de services avec des projets et des programmes de l'Etat.



Contacts:

Telephone : +227 20 35 22 72
Courriel : atpf07@gmail.com

Niger
Dosso et Tillaréri



Quel bilan pouvez-vous faire des réalisations de votre ONG sur le terrain? Y'a-t-il déjà des retombées significatives en termes de préservation des ressources naturelles et d'amélioration des conditions de vie des populations ?

Notre ONG est d'une part, engagée dans une dynamique de conscientisation des populations et d'impulsion progressive de changements dans leurs pratiques en matière d'exploitation des ressources naturelles, et d'autre part dans la recherche d'un meilleur ancrage de la décentralisation avec une réelle prise en main du développement par les élus locaux.

Sur le premier plan, nos actions de sensibilisation ont permis de toucher plus de 32.400 personnes (dont un tiers de femmes) dans les cinq communes de la zone girafe. Des formations et des voyages d'étude dans les pays voisins ont été organisés au profit des élus municipaux sur les thématiques de gestion des ressources naturelles, du foncier, des dispositions du code rural et de l'écotourisme. Ces actions de sensibilisation, de formation des communautés villageoises et des élus locaux ont eu un impact certain sur le changement de comportement de ces derniers vis-à-vis de la conservation des ressources naturelles.

Les nombreuses sessions de concertation engagées entre des acteurs dont les intérêts divergent ont permis de s'entendre sur des règles de gestion rationnelle et durable des ressources naturelles. Ces règles qui, pour l'essentiel, sont issues des textes et lois nationaux, ont été actées par la signature, sous l'égide de la commune, de conventions locales d'utilisation durable des ressources naturelles dans les cinq communes concernées. Elles sont appliquées par des commissions foncières de base (COFOB), qui constituent de véritables outils de partage du pouvoir de décision et de gestion des ressources naturelles.

Depuis l'adoption des conventions locales et la mise en place de COFOB dans 24 villages, on a remarqué une diminution significative des actes frauduleux d'exploitation de bois vert. ATPF a ainsi initié d'une réflexion pour la mise en place d'une fédération des conventions locales de la zone girafe, permettant de mettre en commun des ressources existantes.

Un autre motif de satisfaction est de constater le succès de la pratique de la régénération naturelle assistée (RNA), qui permet la reconstitution de l'habitat et de l'alimentation des girafes ainsi que la protection des cultures contre les dégâts causés par les girafes : elle a été adoptée par 240 paysans sur un espace de 448 hectares. Les cultures sont ainsi protégées contre le vent et donnent enfin de compte de bons rendements, et le conflit homme/girafe est en train de disparaître du fait d'une augmentation de la disponibilité du fourrage pour les girafes.

Vous venez d'étendre votre zone d'intervention autour du Parc W Niger. Quelles sont les perspectives de votre ONG à la périphérie de cet important parc pour le Niger ?

Les perspectives de l'ONG ATPF à la périphérie du Parc W Niger sont de conscientiser les communes et leurs populations riveraines sur les enjeux de conservation du parc W et des ressources encore assez abondantes à sa périphérie. En outre, nous allons accompagner les principaux acteurs que sont la direction du parc, les communes, les services techniques, les populations à travers leurs organisations communautaires à la base, à avoir une même vision de la gestion du parc et à s'engager ensemble sur la base d'outils élaborés de manière participative pour sa préservation.



Lawali MALAM KARAMI - ATPF
Coordonnateur national



John, parlez-nous un peu de l'Equateur et des problématiques environnementales auxquelles celle-ci fait face. Quelles sont-elles et quelles en sont les causes ?

La province de l'Equateur est une des 11 provinces de la RDC. Constituée de forêts tropicales elle couvre une superficie comparable à celle de la France et contient une biodiversité importante, dont des espèces emblématiques, parfois endémiques à la RDC, telles que bonobos, éléphants, paons congolais ou pangolins géants.

Une forte pression existe sur l'environnement qui se manifeste par le braconnage et le trafic de viande de brousse, l'exploitation forestière, parfois illégale, d'essences précieuses et le développement de plantations commerciales. La croissance démographique est également un problème.

La dégradation environnementale se combine à une situation extrêmement préoccupante en termes de développement socio-économique et les deux phénomènes s'auto-entretiennent. L'absence d'opportunités d'emplois est un gros problème pour les habitants de cette région qui ne disposent pas de revenus leur permettant de répondre à leurs besoins primaires. Cette situation impacte négativement l'environnement, les obligeant notamment à exploiter de manière non durable les ressources forestières.

Les causes de ces phénomènes sont liés et multiples. L'enclavement de la région constitue un frein à son développement, empêchant les opérateurs économiques et ONG de venir y opérer. La corruption est également un problème majeur qui influe les aspects relatifs à la conservation, notamment en autorisant des actions "illégalles" et dommageables à l'environnement.

De plus, des valeurs ancestrales favorables à la conservation sont en train de disparaître, notamment en raison de l'adoption de comportements dits "modernes", plus individualistes. Dans le passé, la chasse ne pouvait s'opérer que sur ordre du chef et pas sur toutes les espèces, ce qui est de moins en moins le cas.

Pour contrer ces menaces, les moyens mis à disposition des acteurs, dont la société civile congolaise, ne sont pour le moment clairement pas à la hauteur de l'enjeu.

Comment et pourquoi a été créé le GACEBB ? Quelle est la philosophie et la vision de l'organisation ?

Le GACEBB a été créé en 2010 à Mbandaka avec le soutien de l'ONG française AWELY. L'objectif était alors de favoriser l'appropriation et la durabilité des actions de conservation entreprises dans la région par cette organisation à travers la création d'une ONG congolaise, gérée par des congolais.

Notre objectif est de contribuer à la conservation de la biodiversité de l'écosystème forestier de Basankusu et Bolomba, en focalisant nos actions sur la conservation du bonobo. Nous cherchons à mettre en place les préalables nécessaires à une cohabitation harmonieuse entre cette espèce et les habitants de cette zone notamment en collaborant avec les acteurs liés à la chasse ou la vente de viande de brousse.

Méthodologiquement parlant, nous nous basons sur des principes d'appropriation et responsabilisation des communautés avec lesquelles nous collaborons. Notre travail est guidé par des principes tels que le Consentement Libre et Eclairé (CLIP) et les actions entreprises, notamment en matière d'alternatives à la chasse et vente de viande de brousse, émanent directement des communautés et non pas du GACEBB.

Nous tenons à ne jamais faire de promesses aux communautés que nous accompagnons et souhaitons ancrer notre action dans la durée, les changements ne pouvant s'opérer que sur des échelles de temps de moyen et long terme.

L'objectif est de fournir aux communautés des outils leur permettant de se réapproprier leur destin, d'être plus maître et responsable de leur développement socio-économique, tout en veillant en continu à ce que cela soit compatible avec la conservation des bonobos.



Contacts:

Téléphone : +243 813 337 422

Courriel : gacebbbsuong@gmail.com

R.D.Congo
Province de l'Equateur



Focalisons-nous un peu sur les bonobos, cibles principales de votre intervention. Par quel mécanisme envisagez-vous réduire les pressions pesant sur cette espèce phare, menacée et endémique à la RDC ?

La réduction des pressions sur les bonobos passe selon nous par la sécurité et la souveraineté alimentaire.

Si nous réussissons à soutenir le développement d'activités alternatives, permettant aux communautés d'avoir à leur disposition une source d'alimentation équilibrée (notamment en protéines animales) et de revenus permettant de subvenir à leurs besoins de première nécessité, nous espérons que les pressions sur les bonobos et la faune en général diminuera, à travers la baisse de l'intérêt et de la rentabilité de l'effort associée à la chasse.

Quels sont les principaux défis auxquels votre jeune organisation fait face aujourd'hui et sur quels aspects pensez vous prioritaire de renforcer vos capacités afin d'augmenter vos impacts et assurer la pérennité de vos actions ?

Le principal défi est lié à l'obtention de financements durables et continus, ce qui renvoie aux questions de montage et d'écriture de projets. La continuité de l'action est importante car l'arrêt momentané des activités sur le terrain a des conséquences auprès de nos organisations partenaires.

Un de nos futurs objectifs est de parvenir à faire classer en forêts communautaires, certaines zones forestières où nous intervenons. Pour cela, un suivi écologique et une cartographie du milieu doit être mené; notre équipe à un besoin important sur ces points.

Enfin, les aspects organisationnels nous semblent particulièrement importants. Nous devons être clairs sur notre vision et la mission que nous nous assignons, aussi bien en interne qu'auprès des partenaires. Pour cela, nous avons commencé à nous faire accompagner sur des questions de leadership, et souhaitons continuer à clarifier notre culture organisationnelle et renforcer nos capacités sur ces aspects.

Vous faites partie d'une alliance visant la conservation des Grands Singes en Afrique Centrale, le "PPI-Grands Singes d'Afrique Centrale" (PPI-GSAC), initiée et menée en collaboration avec 5 autres ONG africaines de la sous-région,. En quoi cette action collective est-elle intéressante et par quel mécanisme celle-ci pourrait-elle vous permettre d'augmenter progressivement vos impacts sur la conservation des grands singes à l'échelle de la sous-région ?

Ce programme en cours de démarrage est pertinent pour notre organisation. Il peut nous permettre d'améliorer notre niveau de technicité et de renforcer nos capacités, à travers la collaboration avec d'autres ONG africaines travaillant sur le même sujet que nous.

Au cours de la mise en œuvre de la première année d'activités de l'alliance, des échanges d'expériences entre les 6 ONG sont prévus tout comme des actions de renforcement des capacités diverses. Je pense que ces aspects aideront le GACEBB à gagner en efficience. Nous voyons cela comme un bon moyen de s'inspirer de ce que font les autres, de leurs expériences, pour obtenir de meilleurs résultats.

L'alliance constitue également une belle opportunité pour obtenir plus de soutiens pour nos actions de terrain, d'augmenter notre visibilité et crédibilité, d'avoir une plus grande influence politique et de voir notre rôle mieux reconnu auprès de l'ensemble des acteurs de la conservation des grands singes en Afrique Centrale. Par ces aspects le PPI-GSAC est innovant et philosophiquement intéressant.



John BOLOLA - GACEBB
Coordinateur



Esther, l'IFEPAD est basée à Bukavu et travaille sur des problématiques relatives au genre dans la région du Sud Kivu. Comment une ONG œuvrant sur ces aspects en arrive-t-elle à s'intéresser à la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité ?

L'IFEPAD œuvre initialement dans le développement et la promotion des droits des femmes mais certains problèmes auxquels font face celles-ci sont expliqués par les perturbations observées dans des milieux en raison de la pression anthropique.

A titre d'exemple, la diminution de la production agropastorale suite aux perturbations environnementales affecte les activités des femmes, celles-ci s'occupant de l'agriculture et de l'élevage. Ainsi, dans le territoire de Kalehe, on observe ces derniers temps de longues périodes de saison sèche et une saison pluvieuse relativement aléatoire, provoquant la destruction des champs et des herbes servant à nourrir le bétail. C'est pourquoi l'IFEPAD cherche désormais à tenir compte de la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité dans ses initiatives d'autopromotion et de lutte contre la pauvreté.

Pouvez-vous nous dire un mot sur le National de Kahuzi Biega (PNKB), son importance écologique mais également sur les pressions pesant actuellement sur celle-ci ?

Ce parc de 600.000 ha, composé d'une vaste forêt primaire et de deux volcans éteints, le Kahuzi et le Biega, a été créé en 1970 et est inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1980. Il est divisé en deux zones principales, la forêt afro-montagnarde et la forêt ombrophile de plaine. L'AP comporte 194 espèces de mammifères et 349 espèces d'oiseaux dont 42 endémiques au seul rift Albertin. Elle abrite notamment trois mammifères emblématiques de la région, le gorille, le chimpanzé et l'éléphant.

Néanmoins, le PNKB est actuellement en danger. Les pressions anthropiques constituent la menace principale pesant sur sa biodiversité, notamment via le braconnage et la coupe du bois. Ces activités provoquent la disparition de certaines espèces animales et la destruction des habitats. Elles ont pour cause la grande pauvreté des populations vivant en périphérie et à la recherche permanente de moyens de subsistance. Illustratif du phénomène, la population de gorilles a connu d'énormes fluctuations. Dans la partie orientale du parc, 223 gorilles avaient été recensés en 1979 là où l'inventaire mené dans la partie de haute altitude du parc en 2001 n'a révélé la présence que de 96 individus.



Expliquez nous votre projet, les activités mais surtout les principaux résultats atteints ?

L'IFEPAD a exécuté un projet visant la baisse des pressions précédemment évoquées. Ce dernier a cherché à identifier et rassembler en groupements des acteurs locaux exerçant une forte pression sur l'AP à savoir les chasseurs, vendeuses de viande de brousse et exploitants forestiers artisanaux illicites afin de les sensibiliser sur la nécessité d'abandonner ces activités. Ce travail a été mené en partenariat avec trois Comités pour la Conservation Communautaire (CCC) mis en place par le service de conservation du parc.

Dans le même temps, les instruments juridiques nationaux relatifs à la protection de l'environnement, tel que le code forestier, ont été vulgarisés à travers des émissions sur les radios communautaires. Des sites situés en périphérie du PNKB ont été reboisés avec des essences à croissance rapide afin de fournir aux communautés une alternative à la coupe dans le parc. Certains pieds ont déjà atteint plus d'un mètre et près de 30.000 plants ont déjà été mis en terre sur environ 24 ha.

300 géniteurs de chèvres ont été distribués aux chasseurs identifiés et ayant accepté d'arrêter leurs activités en échange d'un contrat signé avec



Contacts:

Téléphone : +243 998 625338

Courriel : ifepad_rdc@yahoo.fr

R.D.Congo
Parc National
de Kahuzi Biega



notre organisation et précisant les obligations de chaque partie. Pour soutenir la reconversion des vendeuses de viande de brousse et des exploitants forestiers artisanaux, de petites subventions ont été distribuées afin de démarrer des activités de petit commerce.

Sur les 300 géniteurs octroyés, 182 ont déjà mis bas, 37 géniteurs sont en gestation mais 19 géniteurs ont été perdus en raison de l'action des groupes armés. Sur les 150 femmes bénéficiaires de petites subventions, 148 exercent désormais le petit commerce conformément au contrat signé avec l'IFEPAD.

Le contexte dans lequel vous intervenez est particulièrement complexe. Qu'en est-il sur le terrain ? Quelle menace additionnelle cette instabilité fait-elle peser le PNKB ?

Nous intervenons en effet dans un contexte difficile, notamment en raison des pressions qu'exercent les conflits armés entre FDLR, Mai-Mai et Raïa Mutomboki. Des groupes armés violents se cachent dans le PNKB et y puisent une grande partie de leurs ressources. D'autre part, une partie du parc est depuis longtemps envahie par la population autochtone et l'état congolais et ses partenaires ne sont toujours pas parvenus à résoudre ce problème lié à des raisons historiques. Cette situation est particulièrement problématique et crée des conflits réguliers entre populations et agents du Parc cherchant à trouver des solutions.

Que retenir-vous de la mise en œuvre de ce projet, désormais terminé ?

Le projet s'est réalisé dans un contexte de très fortes pressions sur le PNKB et a été accueilli par les communautés locales comme un bon instrument pouvant potentiellement réduire ces activités dommageables. Nous retenons en effet un certain nombre de leçons apprises. Par rapport au reboisement, le manque de sites publics disponibles pour l'activité nous a conduits à signer des contrats avec des propriétaires de sites privés. Cette collaboration a permis aux communautés locales d'avoir un espace où se procurer du bois au lieu d'aller couper les arbres dans l'AP.

Le plus grand défi pour le reboisement est l'absence de terrains étatiques pour accueillir les germoirs et plantations. Le recours aux propriétaires privés reste donc la solution intermédiaire. Un grand plaidoyer doit être mené vers l'Etat pour qu'il soit acteur clé dans le reboisement au lieu de se limiter à édicter des lois dont il n'assume même pas le respect.

Par rapport à l'élevage, tous les bénéficiaires ont compris l'importance d'abandonner la chasse et de s'adonner à cette activité vu les risques qu'ils encourent lorsqu'ils braconnent dans le PNKB. L'activité se heurte au problème de manque de boucs pour accoupler les femelles distribués en raison des pillages de bétail ayant eu lieu dans presque tous les villages. Le projet n'ayant pas prévu la distribution de boucs, ceci reste un défi.

Pour le petit commerce, les subventions accordées aux femmes ont permis d'augmenter leur capital et de pratiquer la vente des produits autre que la viande de brousse. Le plus grand défi est que parmi les femmes vendeuses de viande de brousse existent des épouses de militaires protégées par leurs maris.

La dernière leçon apprise est que les responsables de CCC étant des membres des communautés, maîtrisent bien les circuits de braconnage et de vente de viande de brousse. L'implication de ces derniers facilite l'identification et la sensibilisation des différents bénéficiaires.

Enfin, nos entretiens avec les parties prenantes confirment que les besoins de survie constituent la raison fondamentale de ces activités dévastatrices pour l'AP. Le développement de projets économiques impliquant chasseurs et exploitants forestiers illégaux est par conséquent une priorité.

Esther BAMUNOBA - IFEPAD
Coordinatrice



Jean-Christophe , la zone de Bolobo, où l'ONG Mbou Mon Tour (MMT) intervient depuis plusieurs années maintenant, abrite une espèce de grand primate emblématique d'Afrique Centrale particulièrement menacée. Pouvez-vous nous en dire un mot ? Quelles sont les caractéristiques de la région de Bolobo à ce sujet ?

La région de Bolobo est située au nord de l'embouchure de la rivière Kasai à 300 km de Kinshasa et abrite des bonobos, une espèce endémique à la RDC et classée en danger sur la liste rouge de l'UICN. En passant, le bonobo tire son nom de la déformation de "Bolobo", localité d'où provenait le premier spécimen envoyé à l'étranger. En termes de conservation, nos bonobos sont "exceptionnels" car ils vivent dans une région où on les croyait pendant longtemps éteints. De plus, au plan scientifique, ils vivent dans un habitat considéré comme atypique, notre zone étant une mosaïque de forêt-savane où les bonobos fréquentent les deux écosystèmes. Grâce à notre action, l'aire de distribution de l'espèce a changé par rapport à celle indiquée dans le passé par le Great Apes Survival Project (GRASP). La région possède actuellement la de plus grandes densités de bonobos connues à ce jour.

Dites nous un mot sur MMT, l'association dont vous êtes président, les activités menées sur le terrain pour protéger les bonobos de Bolobo ...

MMT est née au cours d'une réunion tenue en avril 1997 à Nkala, mon village natal, à la suite d'un constat de raréfaction des ressources naturelles fait par des cadres universitaires et des villageois. Dès le départ, l'association s'est fixée comme objectifs la protection de l'environnement, la promotion de l'éducation et le développement d'activités économiques alternatives.

Grâce aux cotisations de nos membres, nous avons mis en place une ferme agropastorale abritant également notre siège. Depuis 2001, nous sommes actifs dans la protection des bonobos, en sensibilisant les populations sur la base des lois coutumières mais également nationales et internationales. Nous avons ainsi revalorisé le tabou traditionnel Téké qui considère le bonobo comme un humain dont la chasse est strictement interdite. Suite à cela, 6 villages de notre région ont pris la décision de consacrer une portion de leur forêt à la protection des bonobos et des petits singes et nous comptons désormais deux sites de monitoring des petits singes, six sites pour les bonobos dont trois sont destinés à l'habituation en vue de développer à terme l'écotourisme.

Le travail avec les communautés locales vivant dans la zone d'habitat des bonobos tient une place particulièrement importante dans l'approche développée par MMT. Quelle est votre vision de la conservation communautaire ? En quoi travailler avec les communautés locales permet-il selon vous de protéger les bonobos de Bolobo ?

Notre projet revêt un caractère original car il a été initié par les populations locales elles-mêmes là où une grande partie des initiatives de conservation menées en RDC a avant tout été l'œuvre de l'état ou des organismes internationaux, les populations ayant longtemps été tenues à l'écart des Aires Protégées, certaines ayant même subi des humiliations en étant déguerpies de leur terroir sans aucune indemnisation. Les communautés locales ont de ce fait eu l'impression que l'Etat les sacrifiait au profit des animaux. Notre démarche consiste à trouver un juste équilibre, délicat, entre les intérêts humains et ceux des animaux, une sorte de pacte de coexistence pacifique entre les deux espèces. Pour ce faire, les populations locales ont, grâce à la cartographie participative, défini les espaces réservés à la conservation des bonobos et ceux destinés aux activités humaines. Jadis, pareil travail se réalisait dans un bureau climatisé de Kinshasa et on venait l'imposer aux villageois, voilà toute la différence.



Contacts:

Téléphone : +243 998 337 314
Courriel : ongmboumontour7@gmail.com
Site internet : www.mboumontour.com

R.D.Congo
Territoire de Bolobo



Quelles sont vos perspectives sur le terrain ? Quelles actions seront menées et quelles sont vos priorités pour les mois à venir ?

En ce qui concerne l'attribution de nos forêts communautaires, ce dossier est presque bouclé mais nous attendons que soient signés par le Ministre de l'environnement les derniers arrêtés nécessaires pour pouvoir le soumettre aux autorités compétentes.

Nos sites d'étude et de suivi des bonobos et petits singes accueillent régulièrement des chercheurs et étudiants venus du monde entier et il est actuellement possible d'observer les bonobos en milieu naturel pendant une période importante. La proximité de notre région avec Kinshasa et Brazzaville est un atout important en matière de recherche scientifique et de développement du tourisme et un projet en la matière est en cours de montage et pourrait voir le jour prochainement.

Par ailleurs, nous poursuivons la mise en place des projets de réhabilitation des infrastructures de base et d'élevage et un projet d'agroforesterie est en cours d'expérimentation. Nous accueillerons bientôt un volontaire international qui nous aidera à définir un programme global d'agriculture durable pour la région.

D'autre part, MMT est en train de travailler sur son document de planification stratégique, avec l'appui de l'UICN, et continue de mener ses activités classiques d'habituation et monitoring et de sensibilisation des communautés.

En tant qu'organisation de la société civile congolaise, quelles difficultés majeures rencontrez-vous à l'heure actuelle pour mener à terme votre mandat ? Que manque t-il selon vous pour que des acteurs tels que MMT puissent pleinement jouer leur rôle et atteindre de plus grands impacts ?

Comme la plupart des organisations de la société civile congolaise, les difficultés majeures de MMT sont principalement liées à une insuffisance de moyens et à un manque de personnel qualifié.

A cela s'ajoute un déficit de communication car les actions que nous menons en matière de conservation ne sont pas assez connues du grand public et ne bénéficient par conséquent pas du soutien dont elles auraient besoin.

D'autre part, la collaboration avec certains de nos partenaires, notamment internationaux, pose parfois des problèmes sur le terrain, soit en raison d'incompétences, soit parfois par malhonnêteté. Nous avons été confrontés à une situation de ce type au cours de notre travail sur la création des forêts communautaires.

Nous déplorons également le fait que certains industriels du secteur forestier cherchent à tout prix et par tous moyens à obtenir des permis de coupe artisanale, notamment au sein de notre forêt communautaire. N'eût été l'opposition farouche des populations locales, ils y auraient déjà exploité le bois, avec de fortes conséquences négatives sur le délicat processus d'habituation des bonobos que nous avons initié.

Enfin, il nous faut obtenir un soutien plus clair et plus fort de la part du gouvernement congolais et nous lançons ainsi un vif appel au Ministre de l'environnement pour que les arrêtés que nous attendons soient enfin signés afin de pouvoir définitivement opérationnaliser le processus de foresterie communautaire que nous avons initié depuis plusieurs années maintenant.



Jean-Christophe BOKIKA - MBOU MON TOUR
Président du comité exécutif



Alphonse, premier parc Africain créé en 1925, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1979 puis sur la liste des biens en péril en 1994, le Parc national des Virunga fait face à des menaces importantes. Quelles sont-elles et quelles en sont les raisons ?

Le PNVi subit des pressions relativement « classiques » pour une AP africaine où la densité démographique atteint parfois 400 habitants par km² en périphérie. Nous assistons ainsi à la pratique d'activités anthropiques à fort impact telles que la carbonisation, la déforestation liée à l'agriculture itinérante sur brûlis, le braconnage. L'envahissement des terres par des populations en conflits avec les services de conservation, notamment pour des raisons historiques et sur des aspects fonciers, est également problématique.

Ce n'est hélas pas tout. La RDC fait partie des pays africains où les droits des populations locales et l'intégrité des AP sont menacés par les industries extractives. Ainsi, depuis maintenant deux ans, le lac Edouard, à l'intérieur même du PNVi, est directement visé par des activités d'exploration pétrolière menées par la compagnie pétrolière SOCO.

Les ressources halieutiques de ce lac représentent la plus importante ressource pour de très nombreuses familles, plus de 265.000 personnes vivant autour de celui-ci. Il constitue localement un héritage, un patrimoine et la bonne santé de cet écosystème conditionne la survie de ces populations.

La richesse écologique des Virunga fait donc à la fois sa force mais également sa faiblesse. Elle est à l'origine de multiples pressions, dans un contexte de recherche de rente associée à une situation globale de mauvaise gouvernance.



Les défis semblent énormes... Dans ce contexte, quelle place doit selon vous tenir la société civile congolaise ?

Les défis sont effectivement énormes ! Selon moi, nous devons viser la durabilité écologique, économique et sociale. En bref le développement durable... Dans notre contexte, cela sous-entend travailler prioritairement sur l'amélioration de la gouvernance, notamment via l'appui à l'application des lois, la lutte contre l'impunité et la promotion des activités communautaires.

Un modèle économique durable doit se baser sur des activités bénéficiant directement et prioritairement aux populations les plus vulnérables et le développement de l'industrie touristique et de la pêche durable me paraissent dans ce sens assez prometteur.

Il faut tout faire pour parvenir à créer un modèle où le PNVi devient moteur d'un développement durable et inclusif et où l'existence même du parc n'est plus ressentie comme une contrainte par les communautés locales, mais bien comme une opportunité extraordinaire. C'est ainsi que celles-ci deviendront des alliés de la conservation, permettant de contrer les menaces évoquées plus haut.

Les aspects de cohabitation pacifique entre AP et population locales et de gestion participative me paraissent également importants, la paix sociale restant une question primordiale dans la région.

La mise en œuvre d'un projet d'exploration pétrolière dans le plus vieux parc d'Afrique dans ce sens très grave, dangereux et remets directement en cause cela, particulièrement les droits économiques, sociaux et culturels des communautés.

L'exploitation des ressources naturelles dans le Nord Kivu a jusqu'alors été à l'origine de nombreux conflits et souffrances et je pense qu'il revient à tous les acteurs de la société civile de rappeler à notre gouvernement la nécessité de travailler en suivant ces principes et en s'inscrivant dans la vision de l'Alliance Virunga.

Pour paraphraser le directeur provincial de l'ICCN, M. DE MERODE, perdre les Virunga reviendrait à perdre tous les parcs congolais où il est possible de trouver du minerai et du pétrole. Le combat en cours est primordial.



Contacts:

Telephone(s) : +243 998 384 839

courriel : alphonse.valivambene@reseaucref.org

Site internet : www.reseaucref.org

R.D.Congo
Parc National des Virunga



C'est dans ce contexte que le réseau CREF naît en 2003 à Goma. En tant que coordinateur, quelle est votre vision et la raison de votre engagement ?

De par ma formation de technicien en développement, j'ai rapidement été amené à travailler sur le terrain avec les communautés. Ce paradoxe d'une région très riche en ressources naturelles combiné à une situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité des populations m'a immédiatement choqué.

Cette situation trouve selon moi ses origines dans une mauvaise gouvernance empêchant une gestion des biens publics, tels que ce parc, dans une optique de maximisation du bien-être du plus grand nombre de congolais possible. Face à ces enjeux systémiques, il m'a semblé difficile d'envisager changer les choses par une approche individuelle, isolée et j'ai souhaité aider à mobiliser toutes les énergies positives au sein d'un cadre structurant, expliquant ma volonté de m'impliquer dans la création du Réseau CREF en collaboration avec d'autres acteurs.

Celui-ci est une plate-forme thématique de 29 OSC actives dans la gestion des ressources forestières et la promotion des droits des communautés au Nord Kivu. Il constitue un cadre de concertation multi-acteurs et un outil de lobbying, plaidoyer et renforcement des capacités de ses organisations membres. Celles-ci prônent des valeurs de transparence, solidarité, amour du travail bien fait et promotion du genre et de l'équité.

De manière opérationnelle, nos objectifs stratégiques sont d'appuyer techniquement les membres, défendre leurs intérêts stratégiques dans le secteur de la gestion durable des ressources naturelles et favoriser les synergies. Nous mettons un accent particulier sur le renforcement de la gouvernance associative de nos membres, notamment à travers un système d'audits annuels des organisations et sommes en train de créer un système d'information et de documentation permettant de capitaliser sur la situation au Nord Kivu.

Qu'attendez-vous de vos partenariats avec des acteurs techniques et financiers extérieurs à la région ?

Nos partenaires doivent continuer leur travail de plaidoyer et trouver des stratégies pour garantir sur le long terme la sécurité des défenseurs environnementaux. Dans notre contexte, protéger la Nature, défendre les droits des communautés et plus globalement une bonne gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles nécessite une prise de risque de plus en plus importante, aussi bien au niveau des organisations qu'individuellement, plusieurs de nos membres étant régulièrement menacés et parfois évacués de la région pour des questions de sécurité.

La communauté internationale doit jouer un rôle important pour s'assurer que l'ensemble des parties prenantes, particulièrement les multinationales opérant en RDC, respectent les droits humains et environnementaux et plus globalement les cadres légaux congolais et directives internationales.

Il est important de veiller à ce que la marge de manœuvre de la société civile locale ne soit pas réduite, afin qu'elle puisse continuer à jouer son rôle de garde-fous.

Quelles sont vos perspectives et priorités d'actions pour les mois et années à venir ?

Continuer à tout faire pour informer le monde sur la situation dans les Virunga, ce qui s'y joue actuellement. Un déclassement de l'AP serait une véritable catastrophe à tous points de vue, et nous devons continuer notre mobilisation collective contre cette éventualité.

Informers les communautés sur les enjeux en cours dans la région, dans le même temps faire remonter leurs positions et avis est également une priorité continue, tout comme jouer notre rôle de porte-parole. La prise de décision doit être inclusive et à nouveau, nous touchons à des aspects de gouvernance, qui est selon moi le cœur même du problème, l'aspect sur lequel nous devons focaliser notre travail si nous souhaitons parvenir à réellement changer la donne.

Alphonse M. VALIVAMBENE - RESEAU CREF
Secrétaire Général



Gabriel, vous êtes le directeur exécutif d'AGBO ZEGUE. Pouvez vous nous présenter vos principaux domaines d'intervention et les projets mis en œuvre depuis la création de l'ONG ?

L'Association Togolaise pour la Conservation de la Nature, "AGBO-ZEGUE ONG", créée en 2001 a pour mission d'apporter un appui scientifique et technique aux efforts de conservation des espèces menacées et des écosystèmes fragiles.

A ce jour les principaux projets réalisés par AGBO-ZEGUE sont l'amélioration de la conservation du Parc national de l'Oti-Kéran (PNOK) à travers l'appui à la gestion décentralisée des ressources naturelles dans quatre villages des zones rétrocédées et l'amélioration de la conservation de la diversité biologique marine et côtière du Togo par la mise en place d'un programme de protection des tortues marines et des mammifères marins ainsi que leurs habitats. L'ONG appuie également le développement d'actions génératrices de revenus afin d'aider les communautés rurales à réduire les pressions sur les ressources naturelles du Parc National de Togodo et participe à un programme de renforcement des capacités des acteurs de plusieurs aires protégées sur la conservation des ressources biologiques.

Vous intervenez notamment dans la périphérie du PNOK dans le nord du pays, aire protégée intégrée au complexe du Parc du W. Pouvez-vous nous dire quelques mots sur les enjeux actuels de conservation du PNOK et les acteurs impliqués dans ce processus ?

Le PNOK est un parc de savane soudano-guinéenne à l'histoire mouvementée. Son extension démesurée dans les années 1970 s'est accompagnée de l'expulsion des populations vivant dans la zone allouée à la conservation. L'époque faste, durant laquelle l'aire protégée était encore considérée comme l'un des plus beaux parcs d'Afrique de l'Ouest, ne durera que jusqu'au début des années 90, période à laquelle le PNOK et sa zone périphérique seront progressivement détruits lors des troubles sociopolitiques que le pays a connus. A l'époque, les populations expulsées reprirent ce qu'elles considéraient comme leur appartenant et réinvestirent le parc. Les conséquences de ce phénomène furent désastreuses et se manifestèrent par un accroissement de la pression sur les espaces forestiers protégés, notamment pour l'agriculture, le développement et l'extension des superficies destinées à la monoculture de rente (coton), le braconnage des espèces, la disparition des formes traditionnelles d'exploitation des terres, l'accroissement des conflits liés à la transhumance, la destruction des infrastructures et la perte progressive du potentiel touristique de la zone.

Combiné à cela, le PNOK souffre d'une gestion défailante due notamment à l'insuffisance du personnel forestier et son manque de compétences. Il faut également souligner l'absence d'implication et de responsabilisation des populations locales dans la gestion des ressources du parc, ces dernières concevant toujours la gestion et la conservation des ressources naturelles de leur terroir relève comme relevant de l'administration centrale; ce qui n'est plus le cas au regard de la décentralisation prévue par la loi togolaise.

Les instruments politiques et législatifs devant faciliter la mise en œuvre des différents projets sur le terrain sont à ce jour faiblement appliqués et certains doivent être actualisés et complétés, en particulier l'application des politiques de décentralisation au niveau local.

Globalement le manque de concertation entre les acteurs étatiques et les utilisateurs locaux des ressources naturelles, l'inefficacité des mécanismes d'implication des populations locales, l'application arbitraire de mesures de gestion "top down" conduisent à l'heure actuelle à de médiocres résultats en matière de gestion des aires protégées togolaises et de conservation du patrimoine que ces espaces contiennent.



Contacts:

Téléphone : +228 90 09 96 59

Courriel : gsegniagbeto@gmail.com

Site internet : www.agbo-zegue.org

Togo
Réserve de l'Oti et Parc
National de la Keran



Dans ce contexte, en quoi une approche orientée vers le développement local peut elle contribuer à renforcer la conservation de ce territoire ?

Face à la faible gouvernance et au manque de capacités de l'administration centrale à gérer durablement le PNOK, l'enjeu du projet "Gestion des territoires de conservation" est de tester de nouvelles approches de gestion où les populations locales sont les acteurs principaux en charge de la gestion de l'aire protégée et des territoires rétrocédés, et ce en s'inspirant d'initiatives de conservation des ressources naturelles développées ailleurs en Afrique de l'Ouest.

L'approche développée cherche à aider les communautés riveraines à organiser leur terroir en fonction de leurs besoins tout en allouant éventuellement, dans le cas où l'espace est disponible, une portion de ce dernier à la création de zones de conservation adjacentes au PNOK.

Il s'agit de conduire un processus participatif permettant de présenter les dynamiques socioéconomiques et environnementales des terroirs villageois riverains au parc et d'aménager des espaces naturels de manière à rendre compatible la conservation et le développement local. Dans ce processus, les populations sont amenées à identifier leurs propres ressources, celles qu'elles souhaitent exploiter, celles qui nécessitent d'être préservées, et à choisir les modèles d'utilisation des ressources.

Le travail d'Abgo Zegue a consisté à réaliser une cartographie de l'occupation des terroirs villageois en mettant l'accent sur les zones contiguës aux limites actuelles du PNOK présentant par conséquent un intérêt fort pour la conservation et d'accompagner les communautés dans le choix d'un mode de gestion durable de ces espaces et de leurs ressources.

Ainsi, une étude de l'occupation des terres

et des enquêtes menées auprès des populations des terroirs concernés dans le village de N'Gambi a permis d'identifier de manière consensuelle un espace villageois de conservation directement contigu au PNOK et un autre pouvant abriter une communautaire.

En vue d'instaurer un dialogue permanent pour aboutir à la création de ces zones de conservation, des activités de renforcement des capacités des acteurs locaux (formation des Associations Villageoises de gestion des Aires Protégées et des responsables locaux), des réunions de sensibilisation et des visites d'échanges sur les thèmes de l'aménagement et de la gestion décentralisée des ressources ont été organisées. Dans les mois à venir, il est prévu la mise en place d'un cadre de concertation entre acteurs locaux permettant de faciliter la création des zones de conservation et leur gestion.

Parallèlement aux activités axées sur la conservation, certains besoins exprimés par les populations locales ont été pris en compte, notamment en aidant ces dernières à améliorer leur production agricole et l'élevage des volailles. A ce jour, il est trop tôt pour évaluer les impacts de l'appui à ces deux systèmes de production sur les revenus des bénéficiaires mais la confiance semble établie entre les acteurs locaux et AGBO-ZEGUE, ce qui est un premier pas important pour contribuer à une meilleure gestion, et donc améliorer la conservation des ressources naturelles du PNOK.



Dr. Gabriel SEGNIAGBETO - AGBO ZEGUE
Secrétaire exécutif





L'UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE

Plus grande et plus ancienne des organisations globales environnementales au monde, l'IUCN a été fondée en octobre 1948 après la conférence internationale de Fontainebleau. La vision de l'organisation est un monde équitable qui comprend la valeur de la nature et la préserve. Sa mission est d'influencer, d'encourager et d'aider les sociétés à conserver l'intégrité et la diversité de la nature et d'assurer que les ressources naturelles soient utilisées d'une manière équitable et durable.

www.iucn.org

L'IUCN-PACO

Le Programme Afrique centrale et Occidentale de l'IUCN (IUCN PACO) concerne 25 pays africains. En janvier 2013, il comprenait 99 membres dans 21 pays, dont 13 États, 9 agences gouvernementales, 77 ONG, 5 comités nationaux, 1 comité régional, 339 experts volontaires réunis dans six groupes thématiques et environ 200 agents.

www.iucn.org/fr/propos/union/secretariat/bureaux/paco



LE PROGRAMME SUR LES AIRES PROTEGEES D'AFRIQUE & CONSERVATION (PAPACO) DE L'IUCN

Le PAPACO vise à améliorer la gestion et la gouvernance des aires protégées en Afrique. En étroite collaboration avec la Commission Mondiale sur les Aires Protégées (CMAP), il se concentre sur 4 principales approches : l'évaluation des AP, le développement d'outils de gestion, le renforcement des compétences et l'information/sensibilisation des acteurs des AP.

www.papaco.org



LE COMITE FRANÇAIS DE L'IUCN

Depuis 1992, le Comité français de l'IUCN est le réseau des organismes et des experts de l'IUCN en France. Il constitue une plateforme unique d'expertise, de dialogue et d'action pour répondre aux enjeux de la biodiversité en France et à l'international.

www.iucn.fr

LE PROGRAMME DE PETITES INITIATIVES

Créé en 2006, le Programme de Petites Initiatives (PPI) du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) a pour objectif de soutenir les organisations de la société civile des pays africains actives dans la protection de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique, à travers le financement de projets de petite taille. Le programme est mis en œuvre conjointement par l'IUCN-PACO et le CF-IUCN. Fin 2015, ce sont 174 initiatives qui ont été soutenues par le FFEM pour 9,2 millions d'euros.

LE PROJET "GESTION DES TERRITOIRES DE CONSERVATION EN AFRIQUE DE L'OUEST" (TC-AO)

Lancé en 2011 avec le soutien du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), le projet TC-AO a pour objectif de soutenir des initiatives locales de conservation de la biodiversité portées par les communautés et les collectivités locales et mises en œuvre en partenariat avec des ONG, les services déconcentrés de l'Etat et les populations locales. Le projet est coordonné par l'IUCN-PACO en collaboration avec 7 ONG partenaires; au Bénin, Burkina Faso, Togo, Ghana et Niger.





FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Depuis plus de 20 ans, le **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)** se consacre à la protection de l'environnement mondial en menant des actions innovantes dans les pays en développement sur les domaines du climat, de la biodiversité, des eaux internationales, de la dégradation des terres, dont la déforestation, des polluants et de l'ozone stratosphérique.

Le FFEM soutient des réalisations concrètes. Certains projets sont construits autour de la vulnérabilité au changement climatique des pays en développement, d'autres promeuvent les aires protégées et l'éco-tourisme, d'autres encore œuvrent à la conservation des forêts... Mais tous ces projets allient la protection des ressources naturelles au développement économique et social des populations locales.

S'appuyant le plus souvent sur des partenariats multi-acteurs, encourageant à faire travailler ensemble le secteur public et la société civile mais aussi le secteur privé, le FFEM entend jouer un rôle de catalyseur, cherchant à promouvoir sur le terrain des approches innovantes, susceptibles d'être reprises et déployées dans les pays en développement.

Conscient du rôle fondamental joué par les acteurs non étatiques des pays du Sud pour la conservation de la biodiversité et des ressources naturelles, le FFEM a toujours misé sur la société civile africaine et les ONG de conservation ; c'est dans ce but qu'il a créé dès 2005, un guichet spécifique, destiné à renforcer sur le terrain les compétences des ONG, des petites et moyennes entreprises et des collectivités : le Programme de Petites Initiatives.

Constance CORBIER BARTHAUX - FFEM





Credits

